

Maintenir le cap sur l'égalité des genres : Des données probantes pour éclairer la future Politique d'aide internationale féministe du Canada

Préparé pour: Coopération Canada

Préparé par: Bénédicte Santoire, PhD

Ce rapport a été commandé par Coopération Canada et rendu possible en partie grâce au généreux soutien du gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada



Table des matières

REMERCIEMENTS	3
MENTION	3
ACRONYMES	4
LE RAPPORT EN BREF	5
1. INTRODUCTION: RÉPONDRE À L'APPEL DU MOMENT, COMPRENDRE LA VALEUR DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE FÉMINISTE	8
2. UNE COURTE HISTOIRE DE LA PAIF	9
2.1 LES INITIATIVES PHARES DE LA PAIF	11
3. PRÈS D'UNE DÉCENNIE D'IMPACT: QUELS SONT LES RÉSULTATS CLÉS DE LA PAIF?	12
3.1 LES RÉSULTATS DE LA PAIF EN CHIFFRES: TENDANCES QUANTITATIVES	13
<i>Figure 1: Volumes et parts de l'APD canadienne avec des objectifs de genre (2014-2023)</i>	14
<i>Tableau 1: Montants en CAD (arrondis) investis dans les piliers d'action de la PAIF (2018-2024)</i>	15
3.2 LES RÉSULTATS DE LA PAIF AU-DELÀ DES CHIFFRES: TENDANCES QUALITATIVES	20
3.2.1 <i>L'égalité de genre comme principe fondamental</i>	21
3.2.2 <i>Financement de base soutenu et flexible pour les mouvements féministes et les organisations de femmes</i>	23
3.2.3 <i>Transformation programmatique, de partenariats, et des pratiques institutionnelles</i>	25
3.2.4 <i>Le leadership mondial du Canada en matière d'égalité de genre et de politique étrangère féministe</i>	27
4. LES DÉFIS DE LA PAIF ET LES LEÇONS APPRISSES	29
5. CONCLUSIONS ANALYTIQUES DE L'ÉTUDE ET AVENUES POSSIBLES	36
RÉFÉRENCES	41
ANNEXE 1: MÉTHODOLOGIE DU RAPPORT	50
ANNEXE 2: QUESTIONS DU QUESTIONNAIRE	52

Remerciements et mention

Ce rapport a été commandé par Cooperation Canada (<https://cooperation.ca/>). Les opinions et analyses qui y sont exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions ou politiques officielles de Cooperation Canada ou de ses membres. Cooperation Canada est la voix indépendante nationale pour la coopération internationale. En tant que coalition, nous réunissons, coordonnons et collaborons avec la société civile canadienne, ainsi qu'avec des partenaires au Canada et dans le monde, afin d'inspirer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes pour un monde plus juste, plus sûr et plus durable.

L'autrice souhaite sincèrement remercier Coopération Canada, en particulier Paul Farran et Manuella Kalong, ainsi que le *Women's Rights Policy Group*, notamment Emily Wiseman et Merydth Holte-McKenzie, pour leur confiance et leur soutien dans le cadre de cette étude. Un chaleureux merci également à toutes les praticiennes et praticiens, représentantes et représentants du secteur de la société civile, ainsi qu'aux expertes et experts qui ont contribué par leur temps et leurs idées lors des révisions du rapport, du questionnaire et des ateliers. Leur expérience pratique et leurs réflexions ont considérablement renforcé la qualité et la pertinence de l'étude. La reconnaissance va aussi aux relectrices et relecteurs ainsi qu'aux collègues qui ont apporté des réflexions approfondies, un mentorat et des recommandations tout au long du processus, en particulier Beth Woroniuk.

Acronymes

APD	Aide publique au développement
AMC	Affaires mondiales Canada
CAD	Dollars canadiens
CAD	Comité d'aide au développement
FCLI	Fonds canadien pour les initiatives locales
FPS	Femmes, Paix et Sécurité
GOC	Gouvernement du Canada
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PAIF	Politique d'aide internationale féministe
PAN	Plan d'action national
SDSR	Santé et droits sexuels et reproductifs
SEA	Suivi, évaluation et apprentissage

Le rapport en bref

CONTEXTE DU RAPPORT

Une politique historique et d'impact à un moment critique. Depuis son lancement en 2017, la Politique d'aide internationale féministe (PAIF) du Canada a été ambitieuse, influente à l'échelle mondiale et largement reconnue pour avoir positionné le Canada en tant que leader en matière d'égalité de genre et de donateur féministe. La PAIF a placé l'égalité de genre comme une priorité centrale de son aide internationale et comme un thème transversal. Les données probantes examinées dans ce rapport indiquent des impacts tangibles dans divers secteurs et régions, ainsi que des changements significatifs dans le discours politique, la programmation et l'allocation des ressources.

Une incertitude croissante dans un paysage international de plus en plus changeant, tant sur le plan sécuritaire que sur le plan économique. Si la PAIF demeure formellement en place, les changements dans l'environnement politique, les développements géopolitiques récents et la communication ambiguë à son égard laissent présager un recul possible par rapport aux engagements de longue date du Canada et une marginalisation de la PAIF. L'évolution des priorités vers la défense, le commerce et la sécurité économique, conjuguée à des coupes importantes de l'aide internationale et à l'absence de réaffirmation explicite des engagements féministes, soulève des questions quant à la direction future de cette politique. Ces dynamiques s'inscrivent dans un contexte mondial plus largement marqué par des réductions de l'aide publique au développement (APD), une opposition croissante à l'égalité de genres et des approches changeantes en matière de politiques étrangères féministes.

SUCCÈS

La PAIF a eu plusieurs impacts positifs concrets. Elle a fondamentalement redéfini l'empreinte mondiale du Canada, en établissant l'égalité de genre comme un principe central de son aide internationale. En mobilisant des ressources essentielles pour les organisations de défense des droits des femmes (ODF), les mouvements féministes et des domaines auparavant sous-financés comme la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), la PAIF a catalysé un changement systémique dans l'écosystème de l'aide canadienne. Elle a profondément modifié la manière dont les organisations opèrent et a également renforcé la position du Canada en tant que leader crédible et influent dans la promotion mondiale de l'égalité de genre.

Les investissements en matière d'égalité de genre ont le potentiel d'apporter des bénéfices étendus, allant au-delà des résultats programmatiques immédiats et contribuant directement aux priorités de la politique étrangère actuelle du Canada. Bien que davantage de preuves soient nécessaires pour comprendre les effets à long terme de la PAIF, les données examinées dans ce rapport indiquent que les approches féministes et les investissements en faveur de l'égalité de genre—notamment ceux soutenant la SDSR, l'éducation des filles et les organisations de femmes et de filles—ont des répercussions sur la santé, la résilience sociale et économique, l'adaptation au changement climatique, l'efficacité humanitaire, ainsi que la consolidation de la paix et la stabilité.

LACUNES ET DÉFIS

La PAIF possède un bilan crédible malgré des lacunes et des défis persistants. Si la politique a permis plusieurs avancées concrètes en matière de programmation féministe, de financement et de changement organisationnel, ces réalisations continuent d’être façonnées par des contraintes structurelles, institutionnelles et politiques persistantes qui affectent la mise en œuvre. Cette ambivalence ne remet pas en cause la valeur de la PAIF; elle reflète la complexité inhérente à la traduction des ambitions féministes en pratique dans des contextes variés.

CONCLUSIONS ANALYTIQUES DE L’ÉTUDE

Six conclusions analytiques émergent de la revue documentaire et de l’enquête :

- 1. Un manque de clarté:** Les résultats indiquent que les définitions féministes, les objectifs et la théorie du changement global de la PAIF gagneraient à être (re)formulés et renouvelés plus clairement, afin de favoriser une interprétation et une mise en œuvre cohérentes dans tous les secteurs et avec tous les partenaires, surtout dans le contexte actuel.
- 2. La cohérence des politiques façonne leur impact:** Les données montrent que l’efficacité de la PAIF est étroitement liée à son alignement avec d’autres domaines de la politique étrangère—notamment la sécurité, le commerce et la gestion des crises—où des lacunes actuelles en matière de cohérence peuvent limiter l’impact global.
- 3. Les approches féministes menées localement produisent les résultats les plus solides:** Les résultats positifs les plus constants sont associés aux financements de base, flexibles et à long terme aux organisations féministes et de femmes.
- 4. Les systèmes actuels de mesure et de gestion de l'apprentissage constituent une contrainte:** L’étude révèle que les pratiques traditionnelles de suivi, évaluation et apprentissage (SEA), de rapport et de gestion des risques restent complexes et bureaucratiques, et n'arrivent pas toujours à saisir efficacement le changement qualitatif et transformationnel, limitant ainsi l'apprentissage et la gestion adaptative.
- 5. Le financement constitue un point de pression structurel:** L’analyse met en évidence un écart persistant entre le niveau d’ambition de la PAIF et la prévisibilité ainsi que le niveau des ressources disponibles, notamment pour la programmation ciblée sur le genre, ou avec objectif de genre « principal ».
- 6. La PAIF constitue un atout stratégique en matière de politique:** À travers les différentes sources, la PAIF est considérée comme un cadre crédible et opérationnel, ayant façonné des partenariats, des modèles de programmation et le leadership international du Canada.

L’incertitude impacte déjà le secteur. Face à la réduction globale de l’APD, au recul mondial sur l’égalité de genre, aux réalités changeantes de la politique étrangère du gouvernement, aux contraintes budgétaires et à la communication ambivalente sur la PAIF, les praticiennes et praticiens participant à cette étude perçoivent un risque croissant de marginalisation de la PAIF, soulignant la nécessité de la protéger activement, de préserver ses acquis et de maintenir les engagements en matière de programmes et de financement.

La PAIF est le reflet des valeurs canadiennes et un investissement stratégique pour l’avenir. Les données examinées dans cette étude montrent que des engagements soutenus et des

ajustements ciblés autour de la PAIF peuvent être alignés pour répondre aux priorités de l'environnement actuel, notamment la résilience économique, la sécurité globale et le respect de la souveraineté de l'État et du droit international. Aborder dès maintenant les inégalités de genre constitue également une stratégie de gestion des risques, car des investissements soutenus peuvent contribuer à réduire les coûts futurs en matière d'humanité, de sécurité et d'économie.

L'argument suggère une recontextualisation et une consolidation, et non une dépriorisation.

Les résultats et les leçons tirées indiquent que diminuer ou mettre de côté la PAIF serait plus coûteux que de la maintenir comme priorité, ce qui risquerait des approches plus fragmentées, des partenariats affaiblis et une crédibilité internationale réduite dans un contexte marqué par divers reculs en matière d'égalité de genre. Le changement féministe et transformatif en matière de genre exige un effort soutenu, des ressources et une volonté politique, et constitue un élément essentiel pour construire des communautés résilientes et plus sûres à l'échelle mondiale.

1. Introduction: Répondre à l'appel du moment, comprendre la valeur de la coopération internationale féministe

La PAIF, lancée en 2017, a marqué un changement audacieux dans la politique étrangère canadienne. En intégrant un langage, des financements et des priorités explicitement féministes dans l'aide internationale canadienne, la PAIF a institutionnalisé l'égalité de genre, les droits et le leadership des femmes, l'autonomisation économique des femmes, la réduction de la pauvreté, ainsi que la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) comme priorités fondamentales de l'engagement mondial du Canada. La PAIF a catalysé la mobilisation des ressources pour les initiatives en faveur de l'égalité de genre et pour les organisations féministes et de défense des droits des femmes, positionnant le Canada dans les débats mondiaux sur la politique étrangère féministe et contribuant à ouvrir un espace pour des conversations critiques, notamment l'interrogation des rapports de pouvoir et des dynamiques coloniales dans l'aide internationale.

La PAIF fait désormais face à des défis croissants au niveau fédéral, notamment des réductions budgétaires importantes, une révision prochaine de la politique étrangère et un virage marqué vers la défense, la sécurité et les priorités économiques dans un contexte international en rapide évolution. La communication officielle récente a de plus en plus mis l'accent sur des références générales aux « valeurs canadiennes » et au « pragmatisme fondé sur des valeurs » en politique étrangère, sans préciser clairement comment l'égalité de genre et les engagements féministes existants, tels que la PAIF, s'inscrivent dans ce cadre. Ce récit en évolution, combiné à des niveaux variables d'enthousiasme dans les déclarations publiques, a créé une incertitude parmi les praticiennes et praticiens quant au rôle futur des priorités féministes et d'égalité de genre dans l'engagement international du Canada. Ces changements domestiques se déroulent également dans un contexte mondial de recul et de réaction contre les droits des femmes et des personnes 2SLGBTQI+, caractérisé par une résistance croissante aux cadres normatifs de genre tels que l'agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS), par la montée de mouvements autoritaires et anti-droits, par le recul des politiques étrangères féministes dans plusieurs pays, et par l'affaiblissement du système multilatéral.¹

Ce rapport propose une analyse fondée sur des données probantes et informée par le secteur des impacts de la PAIF, afin de soutenir les efforts en faveur d'une intégration continue de l'égalité de genre dans l'aide internationale du Canada. Ancré dans les priorités changeantes et l'incertitude actuelles du paysage de l'aide internationale au Canada, il fournit des données probantes et des perspectives au gouvernement du Canada et à la communauté de pratique travaillant sur et autour de la PAIF. Ce rapport est guidé par trois questions principales : **1) Quels sont les principaux résultats obtenus dans le cadre de la PAIF? 2) Où persistent encore des lacunes? 3) Comment ces résultats et les leçons apprises peuvent-ils éclairer le rôle et les priorités du Canada en matière de coopération internationale pour le développement ?**

¹ Whipkey et al. (2025)

Le rapport repose principalement sur une revue de données secondaires et ne constitue pas une évaluation exhaustive de toutes les initiatives ou piliers de la PAIF; il utilise plutôt des données agrégées pour mettre en évidence des tendances générales et fournir un aperçu des résultats, des lacunes et des leçons tirées à ce jour. Tout au long, il tisse des données quantitatives descriptives avec des données qualitatives, incluant de courtes études de cas, des réflexions et des citations partagées par les participantes et participants du questionnaire.

L'analyse s'appuie sur une approche méthodologique mixte. Elle combine une revue documentaire de sources secondaires—synthèses politiques, rapports de recherche et d'évaluation, articles issus de *think tanks*, centres de recherche, organisations de la société civile (OSC) et non-gouvernementales (ONG), ainsi que du milieu académique — avec des données primaires issues de sources ouvertes gouvernementales et de bases de données de l'OCDE-CAD. De plus, Coopération Canada a distribué un questionnaire à ses membres et a reçu un ensemble limité mais diversifié de réponses, qui ont servi à compléter les résultats de la revue documentaire (voir Annexe 1 pour la méthodologie complète).

Un résumé complémentaire « *What We Heard* » accompagne ce rapport et s'appuie sur deux tables rondes stratégiques de type groupe de discussion, réunissant plusieurs parties prenantes, qui se sont tenues en février 2026 en ligne et à Ottawa. Ces rencontres ont rassemblé des participantes et participants à travers le pays pour examiner les implications pour la PAIF à l'avenir.

2. Une courte histoire de la PAIF

Lancée en juin 2017, la PAIF a marqué un tournant décisif dans la coopération internationale pour le développement. La PAIF a été accueillie avec un mélange d'enthousiasme et de prudence par les universitaires et les praticiennes et praticiens du secteur,² mais a été saluée comme un engagement prometteur. Bien qu'il s'agisse d'un tournant dans la politique étrangère canadienne, des chercheuses notent que « la PAIF doit être comprise comme faisant partie d'une longue histoire de leadership canadien en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes, y compris une série d'efforts visant à intégrer une analyse basée sur le genre plus (GBA+) dans tous les programmes d'Affaires mondiales Canada et à intégrer une perspective d'analyse basée sur le genre dans toutes les actions du gouvernement canadien ».³ La PAIF a été lancée dans un contexte façonné par le positionnement du Canada sur la scène mondiale, l'évolution de ses relations avec les États-Unis et l'attention mondiale accrue portée aux politiques étrangères féministes, notamment celle de la Suède.⁴

La PAIF a marqué un changement délibéré et explicite dans l'orientation de l'aide internationale canadienne en adoptant une approche féministe, plaçant l'égalité des genres, la réduction de la pauvreté, les droits des femmes et des filles, ainsi que l'accès aux ressources et au pouvoir décisionnel parmi ses objectifs fondamentaux. Elle visait à atteindre l'objectif que 95 % des dépenses d'aide internationale bilatérale du Canada « cibleraient » soit « intégreraient » l'égalité

² Baranyi et Saint-Louis (2025); Tiessen et Swan (2018); Brown et Swiss (2017)

³ Rao et Tiessen (2020, 352)

⁴ Parisi (2020); voir aussi Deschamps-Laporte et Santoire (sous presse); Beaulieu (2025); Thomson (2020); Chapnick (2019)

des genres d'ici 2021-2022 : 15 % ciblant spécifiquement l'égalité de genre (contre 2 % avant la PAIF) et 80 % intégrant l'égalité de genre dans l'ensemble des efforts d'aide internationale.⁵ En allant au-delà des approches antérieures, souvent critiquées par les chercheuses et chercheurs pour leur reproduction de l'essentialisme de genre,⁶ la PAIF articule un cadre féministe fondé sur les droits humains, l'autonomisation des femmes et des filles, ainsi que l'intersectionnalité, avec pour objectif ultime l'éradication de la pauvreté. La politique s'organise autour de six axes d'action : 1) l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles, 2) la dignité humaine (santé et nutrition, éducation et action humanitaire sensible au genre), 3) une croissance qui profite à toutes et tous, 4) l'environnement et la lutte contre le changement climatique, 5) la gouvernance inclusive, et 6) la paix et la sécurité.⁷

La PAIF est une politique comprenant un ensemble d'initiatives phares, de projets et de programmes bilatéraux, ainsi qu'un cadre transversal qui guide toutes les activités et dépenses de l'aide internationale canadienne. La PAIF établit que tous les investissements en aide internationale doivent contribuer, directement ou indirectement, à des résultats en matière d'égalité de genre. La PAIF marque également un engagement en faveur de partenariats plus inclusifs, d'une plus grande redevabilité quant aux résultats en matière d'égalité de genre, et d'un soutien accru au développement et aux efforts humanitaires menés localement. Il convient de noter que la politique a été élaborée de manière participative, à la suite d'un processus d'un an (dans le cadre de l'Évaluation de l'aide internationale) en 2016, qui a impliqué des consultations avec plus de 15 000 personnes—y compris un large éventail de groupes de la société civile et d'organisations féministes et de femmes—dans 65 pays, façonnant ainsi sa vision.⁸ Cette approche consultative reconnaît la société civile non seulement comme bénéficiaire, mais aussi comme co-créatrice de la politique.

2.1 Les initiatives phares de la PAIF

La PAIF est généralement reconnue pour ses initiatives phares, ou « signatures ». Tout d'abord, **le programme Voix et Leadership des Femmes (VLF) est souvent considéré comme l'une des initiatives les plus emblématiques de la PAIF.** Lancée en 2017, le programme VLF a été conçu pour combler des lacunes de longue date dans l'aide internationale en fournissant un financement prévisible, à long terme et flexible aux organisations féministes et de femmes, y compris dans des contextes fragiles ou affectés par des conflits. Contrairement aux modalités de financement traditionnelles basées sur des projets, le VLF met l'accent sur le financement de base et direct, le renforcement des capacités organisationnelles, le développement du leadership, l'influence sur les politiques, le plaidoyer, ainsi que la construction de coalitions ou de mouvements, sans imposer

⁵ Global Affairs Canada (2017)

⁶ Tiessen (2019). L'essentialisme de genre désigne généralement les approches qui considèrent les femmes et les hommes comme des groupes binaires et biologiquement déterminés, avec des rôles, des caractéristiques et des besoins inhérents, reproduisant souvent des stéréotypes de genre nuisibles (par exemple, en présentant les « femmes et les enfants » principalement comme des victimes vulnérables) plutôt que d'aborder les dimensions sociales et culturelles du genre et de reconnaître la diversité des identités, les dynamiques de pouvoir, l'autonomie et les causes structurelles des inégalités de genre.

⁷ Global Affairs Canada (2017)

⁸ Global Affairs Canada (2017)

de priorités thématiques à ces organisations.⁹ Grâce à des partenariats avec des organisations et des donateurs locaux, nationaux et internationaux, VLF a cherché à rééquilibrer le pouvoir dans les relations d'aide internationale en reconnaissant les organisations de la société civile et les organisations féministes et de femmes comme des actrices essentielles du changement plutôt que comme de simples mécanismes de prestation de services. L'investissement pour la première phase du programme VLF s'élevait à 150 millions de dollars¹⁰ sur cinq ans, et en 2023, le gouvernement du Canada a annoncé une enveloppe supplémentaire de 195 millions de dollars sur cinq ans, puis 43,4 millions de dollars chaque année par la suite, pour le renouvellement et l'expansion du programme, notamment un soutien accru aux organisations féministes et de femmes, aux groupes 2SLGBTQI+ et aux défenseuses des droits humains.¹¹

Dans le cadre de l'engagement de la PAIF en faveur de l'innovation dans le financement pour l'égalité des genres, **une autre initiative phare de la PAIF est le Partenariat pour l'Égalité de Genre**. En 2018, Affaires Mondiales Canada (AMC) a lancé un appel à propositions ouvert pour créer un nouveau mécanisme de financement destiné aux mouvements féministes et aux organisations féministes et de femmes. Le Fonds international pour les femmes MATCH, en partenariat avec des acteurs tels que le Service mondial des universités du Canada (WUSC), la Fondation de Toronto et le Fonds africain pour le développement des femmes, a remporté cet appel et a créé ce qui est aujourd'hui le Fonds Égalité (*Equality Fund*). En 2019, le Canada s'est engagé dans un investissement initial de 300 millions de dollars sur 15 ans pour lancer le Fonds, un mécanisme de financement innovant combinant subventions, investissements et philanthropie afin de soutenir divers mouvements féministes et organisations féministes et de femmes à l'échelle mondiale. Le Fonds a été conçu pour répondre au sous-financement chronique et à la précarité financière dont souffrent ces organisations, et pour constituer des ressources durables et à long terme pour leur travail.¹² Elle fait également partie de la stratégie plus large du Canada visant à diversifier les modalités de financement de son portefeuille d'aide internationale et à positionner le pays en tant que leader mondial dans l'expérimentation de nouvelles méthodes de financement de l'action féministe.

Une autre initiative clé dans le cadre de la PAIF est l'Engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde (10YC). S'appuyant sur l'Initiative Muskoka pour la santé maternelle, néonatale et infantile, elle implique une expansion et une augmentation des investissements canadiens en santé mondiale pour atteindre, en moyenne, 1,4 milliard de dollars par an à partir de 2023, dont 700 millions spécifiquement consacrés à la santé sexuelle et reproductive intégrée, notamment les 650 millions de 2017-2018 à 2020-2021 pour le partenariat Sa Voix, Son Choix.¹³ Enfin, bien que le Fonds canadien pour les initiatives locales (FCIL) ne soit généralement pas identifié comme une initiative phare de la PAIF, il a été aligné sur ses six piliers fondamentaux, et d'autres politiques, telles que le Plan d'action national (PAN) sur les Femmes, la Paix et la Sécurité (FPS),¹⁴ et le Programme d'assistance internationale LGBTQ2I, sont associées à la PAIF.¹⁵ D'autres initiatives connexes incluent la Déclaration de Charlevoix sur

⁹ Global Affairs Canada (2022c)

¹⁰ Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens (CAD).

¹¹ Global Affairs Canada (2025c; 2025a)

¹² Global Affairs Canada (2024b)

¹³ Global Affairs Canada (2022a; 2023a)

¹⁴ Global Affairs Canada (2024c)

¹⁵ Global Affairs Canada (2019)

l'éducation de qualité pour les filles, les adolescentes et les femmes dans les pays en développement, ainsi que le Partenariat pour l'action climatique (doubler le financement climatique à 5,3 milliards sur cinq ans, en mettant l'accent sur l'adaptation climatique et la biodiversité). Parmi les autres engagements financiers figurent la direction de 50 % de l'aide bilatérale vers l'Afrique subsaharienne; l'allocation de 100 millions sur cinq ans aux organisations de la société civile canadiennes; et un investissement de 100 millions sur cinq ans pour lutter contre les inégalités dans le travail de soins, rémunéré et non rémunéré, dans les pays à revenu faible et intermédiaire.¹⁶

Bien que la PAIF ait positionné le Canada comme un pionnier mondial de l'aide internationale féministe, il faut reconnaître que son impact et sa crédibilité ont été façonnés non seulement par ses engagements politiques, mais aussi par l'engagement soutenu des OSC canadiennes et de leurs partenaires. Ceux-ci ont plaidé en faveur d'approches féministes avant l'adoption officielle de la PAIF, ont soutenu le développement et la mise en œuvre de programmes transformatifs du genre, et ont contribué à la conception, à l'apprentissage, à la mise en œuvre et à l'adaptation de la PAIF dans des contextes variés et complexes.

3. Près d'une décennie d'impact: quels sont les résultats clés de la PAIF?

En s'appuyant sur la section précédente, qui présentait les engagements et objectifs déclarés de la PAIF, cette section expose les résultats de l'étude: des preuves quantitatives et qualitatives sur les résultats de la PAIF, en se basant sur des données primaires et secondaires synthétisées ainsi que sur les expériences des participantes et participants au questionnaire. Les résultats illustrent à la fois des résultats mesurables et des formes de changement plus nuancées, qui ne sont pas entièrement capturées par les chiffres seuls.

3.1 Les résultats de la PAIF en chiffres: tendances quantitatives

Résultats principaux de la section:

- L'APD du Canada, en pourcentage de son revenu national brut, reste supérieure à la moyenne de l'OCDE-CAD, mais inférieure à l'objectif mondial de l'ONU. Après une hausse liée au lancement de la PAIF, ce pourcentage a commencé à diminuer en 2023.
- L'aide internationale avec l'égalité de genre comme objectif « principal » et « significatif » a augmenté depuis le lancement de la PAIF, mais le financement dont l'égalité de genre est l'objectif principal reste limité. Depuis la période 2020-2021, les deux ont diminué.

¹⁶ OECD (2025b, 17)

- Les dernières données de l'OCDE montrent que le Canada fait partie des principaux membres du CAD qui soutiennent les organisations de femmes et la lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles.
- Les données probantes issues de la revue documentaire et du questionnaire indiquent que les initiatives phares de la PAIF, telles que le Programme VLF, le Fonds Égalité et l'Engagement mondial sur 10 ans, démontrent une portée à grande échelle et un impact mesurable.
- Les chiffres indiquent l'ampleur, pas nécessairement la profondeur du changement. Les volumes financiers et le nombre de bénéficiaires illustrent la portée et la priorisation, mais à eux seuls, ils ne peuvent guère mesurer l'impact transformateur, les changements de pouvoir ou les résultats à long terme. Cela souligne la nécessité cruciale de compléter les tendances quantitatives par des données qualitatives.

En 2024, le Canada a consacré 7,42 milliards de dollars américains d'APD, soit 0,34 % de son revenu national brut. Ce pourcentage est légèrement supérieur à la moyenne des membres du Comité d'aide au développement (DAC) (0,33 %), mais reste inférieur à l'objectif de l'ONU de 0,7 %. L'APD canadienne, en pourcentage du revenu national brut, a augmenté après le lancement de la PAIF en 2017, mais a commencé à diminuer en 2023.¹⁷ Alors que le financement ciblé pour l'égalité de genre a globalement augmenté, en partie grâce à d'importants investissements dans le programme VLF et à une contribution unique au Fonds Égalité, les diminutions récentes reflètent des réallocations changeantes, notamment de flux importants dirigés vers l'Ukraine.¹⁸

Depuis le lancement de la PAIF, les évaluations et audits indiquent qu'AMC a rempli un de ses trois engagements financiers liés à la PAIF: il a dépassé son objectif de 80 % de dépenses intégrant la dimension du genre, atteignant 90 % en 2018-2019, mais n'a pas totalement atteint les 15 % pour les projets ciblant le genre et les 50 % pour l'Afrique subsaharienne, en manquant d'un pour cent. Néanmoins, AMC a augmenté ses dépenses pour les projets ciblant le genre, passant de 2 % en 2016-2017 à 14 % en 2019-2020, et le financement pour l'Afrique subsaharienne, passant de 35 % en 2016-2017 à 49 % en 2017-2018, marquant des progrès notables.¹⁹

La figure 1 suivante explore les tendances des dépenses bilatérales canadiennes en APD allouables (volumes et parts, en termes constants) selon le système de notification des pays créanciers de l'OCDE-CAD.²⁰ Le Tableau 1, en revanche, illustre le montant de l'aide internationale et de l'APD

¹⁷ OECD (2025a)

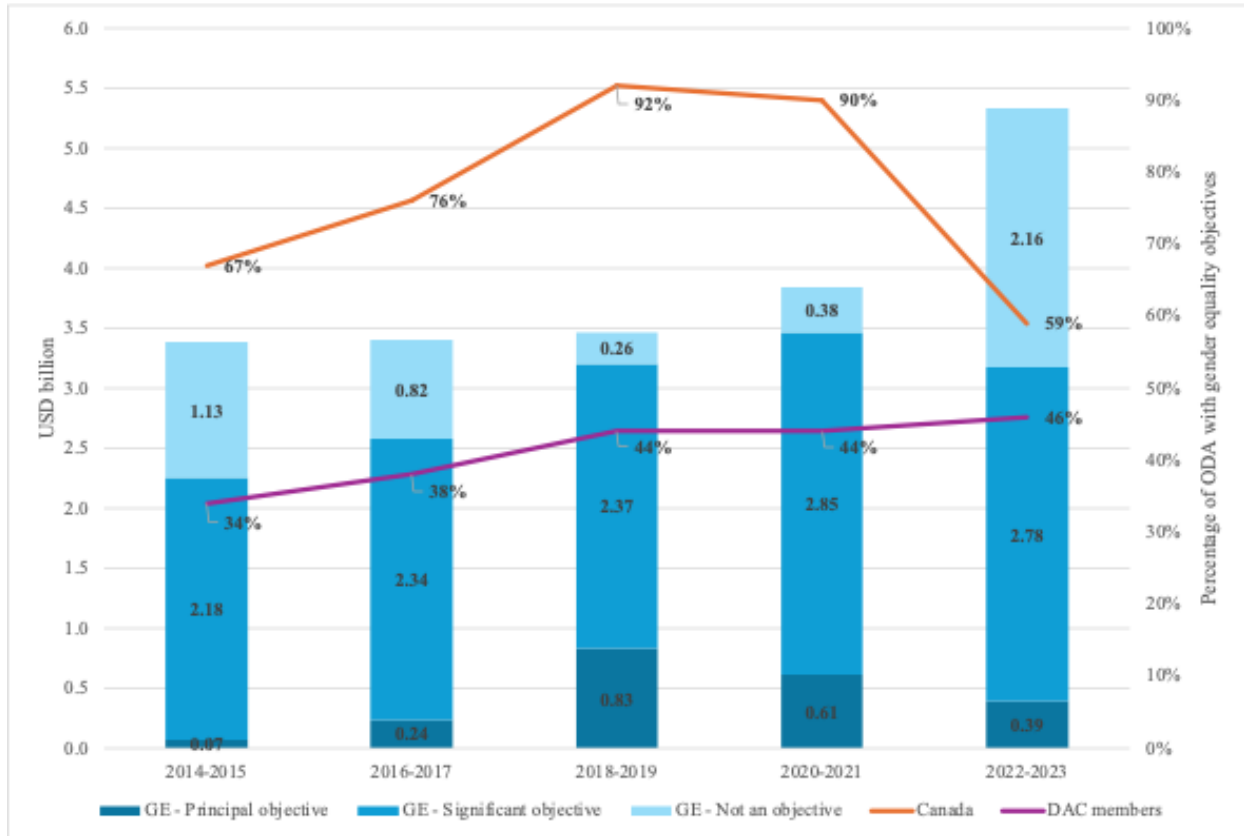
¹⁸ Woroniuk (2025); Donor Tracker (2023)

¹⁹ Office of the Auditor General of Canada (2023, 10)

²⁰ Il est important de mentionner qu'AMC et l'OCDE-CAD utilisent différemment les indicateurs de politique (*policy marker*) d'égalité de genre. Alors qu'AMC parle d'« intégration » et de « ciblage » des questions de genre, l'OCDE parle du genre comme un objectif « important » et « principal », ce qui crée des incohérences entre les systèmes de suivi et les résultats. Une autre différence entre les deux systèmes de rapport réside dans le fait que le Canada rend compte de ses dépenses d'aide internationale selon l'année fiscale, du 1er avril au 31 mars, tandis que l'OCDE-CAD rend compte selon les années civiles (Dicks et Woroniuk 2023, 37).

par domaine d'action de la PAIF, basé sur les six derniers rapports annuels au Parlement concernant l'aide internationale du Canada.²¹

Figure 1: Volumes et parts de l'APD canadienne avec des objectifs de genre (2014-2023)



Source: OECD (n.d.)

La figure 1 montre que l'APD bilatérale attribuable du Canada (barres bleues), avec l'égalité de genre comme objectif « principal » et « significatif », a augmenté au fil du temps depuis le lancement de la PAIF. Cependant, l'indicateur « principal » (bleu foncé) reste limité, et tant l'APD avec l'égalité de genre comme objectif « principal » et « significatif » ont diminué depuis la période 2020-2021, après un pic. L'aide sans objectifs d'égalité de genre a globalement diminué avec le temps, mais a de nouveau augmenté en 2022-2023, reflétant la forte hausse du volume total de l'APD vers l'Ukraine. La ligne orange montre que la proportion de l'aide bilatérale attribuable ciblant des objectifs d'égalité de genre a considérablement augmenté depuis le lancement de la PAIF en 2017, atteignant un pic de 92 % et 90 % lors des périodes 2018-2019 et 2020-2021, toujours bien au-dessus de la moyenne de l'OCDE-CAD (ligne violette), bien que de façon moins

²¹ En vertu de la Loi sur la responsabilité en matière d'aide publique au développement, Affaires mondiales Canada rend compte au Parlement du Canada de ses activités annuelles d'aide internationale, y compris dans chaque domaine d'action de la PAIF.

marquée depuis 2022-2023. Il convient de mentionner (non illustré dans la figure 1) qu’au cours de la période 2022-2023, le Canada était le quatrième plus grand donateur d’APD aux organisations de la société civile et le troisième plus grand donateur pour lutte contre la violence contre les femmes et les filles.²² Cependant, la proportion de l’APD bilatérale canalisée vers et à travers les ONG/OSC a diminué de manière significative après un pic (27,6 %) en 2019-2020 (en raison d’un investissement ponctuel important dans le Fonds Égalité), pour tomber à 15 % en 2023.²³

Étant donné qu’AMC et l’OCDE-CAD utilisent des systèmes de rapport différents, ces chiffres diffèrent légèrement de ceux rapportés par le Canada. En comparaison, dans les rapports annuels au Parlement pour 2018-2019 et 2019-2020, le Canada indique que 95 % et 97 % de son aide internationale bilatérale visaient ou intégraient l’égalité de genre²⁴, alors que la figure 1 ci-dessus indique 92 % et 90 %. En d’autres termes, les écarts entre ces chiffres sont principalement dus à la manière dont les données sont comptabilisées et codées dans chaque système, et non parce que le Canada aurait rapporté ou dépensé des montants fondamentalement différents.

Dans le tableau de bord DevData, de 2017-2018 à 2023-2024, le Canada a dépensé 41,7 milliards de dollars en aide internationale, marquée par un objectif d’égalité de genre, dont 39,5 milliards ont été comptabilisés comme de l’APD.²⁵

Tableau 1: Montants en CAD (arrondis) investis dans les piliers d’action de la PAIF (2018-2024)

Piliers d’action de la PAIF	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Action 1 (Égalité de genre et autonomisation)	90.3M (98% APD)	241M (99% APD)	377M (99% APD)	200M (99% APD)	241M (99% APD)	261M (95% APD)
Action 2 (Santé et nutrition)	1.17B (~100% APD)	1.06B (~100% APD)	2.23B (99% APD)	1.824B ²⁶ (~100% APD)	2.26B (99% APD)	1.4B (~100% APD)

²² OECD (n.d.)

²³ OECD (2025b)

²⁴ Global Affairs Canada (2020b; 2021b)

²⁵ Global Affairs Canada (n.d.)

²⁶ En 2021-2022, contrairement aux autres années, cette catégorie a été rapportée sous le thème « Santé mondiale, SDSR et nutrition ».

Action 2 (Éducation)	433.5M (~100% APD)	450.5M (~100% APD)	452M (~100% APD)	402M (~100% APD)	678M (81% APD)	493M (~100% APD)
Action 2 (Action humanitaire sensible au genre)	909.7M (~100% APD)	872.3M (~100% APD)	1.16B (~100% APD)	1.045B (~100% APD)	1.27B (98% APD)	800M (~100% APD)
Action 3 (Une croissance qui profite à toutes et tous)	983.3M (~100% APD)	822.8M (99% APD)	877M (99% APD)	1.043B (~100% APD)	1.36B (94% APD)	952M (87% APD)
Action 4 (Action climatique et environnementale)	630.4M (~100% APD)	714.3M (~100% APD)	1.08B (~100% APD)	1.058B (97% APD)	1.24B (99% APD)	1.34B (65% APD)
Action 5 (Gouvernance inclusive)	442.6M (99% APD)	389.7M (99% APD)	446M (99% APD)	438M (97% APD)	485M (92% APD)	481M (83% APD)
Action 6 (Paix et sécurité)	314.1M (51% APD)	304M (60% APD)	257M (65% APD)	302M (63% APD)	307M (71% APD)	306M (68% APD)

Source: Global Affairs Canada 2020b; 2021b; 2021c; 2023c; 2024c; 2025b

Le tableau 1 présente le volume de l'aide internationale du Canada par secteur de la PAIF, y compris le montant total et la part considérée comme de l'APD, selon les six derniers rapports au Parlement sur l'aide internationale. Il révèle que les secteurs « Santé mondiale et nutrition », « Action climatique et environnementale » (depuis 2020-2021), et « Action humanitaire sensible au genre » (depuis 2020-2023) ont reçu le plus de financement. En revanche, « Éducation », « Gouvernance inclusive » et « Paix et sécurité » semblent en recevoir moins. Cependant, il est important d'aller au-delà de ces chiffres et de prêter également attention aux indicateurs politiques d'égalité de genre. Selon le rapport *Follow the Money* du Fonds Égalité²⁷, alors que le marqueur d'égalité de genre « significatif » représente un pourcentage élevé dans chaque domaine d'action, le marqueur « principal » reste limité dans tous les domaines (sauf pour « Égalité de genre et autonomisation »), et certains domaines avec des investissements importants, comme « Santé mondiale et nutrition », présentent encore un pourcentage élevé d'investissements sans aucune dimension de genre.

L'estimation du nombre total de bénéficiaires, directement et indirectement touchés par les initiatives et projets très décentralisés de la PAIF, présente des difficultés méthodologiques. Cependant, certaines données issues des initiatives phares de la PAIF offrent des perspectives

²⁷ Dicks et Woroniuk (2023, 32)

utiles. L'évaluation formative du programme VLF montre qu'il a couvert 30 projets dans 28 pays et trois sous-régions, pour un montant total de près de 293 000 CAD au 1er juillet 2025, incluant la première phase et l'initiative renouvelée en cours.²⁸ En cinq ans d'existence, le Fonds Égalité a transféré 100 millions de dollars à 1 800 organisations féministes et de femmes et partenaires bénéficiaires dans 100 pays.²⁹

Dans le domaine de la santé mondiale, le dernier rapport annuel de l'Engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde (10YC) a révélé qu'au cours de l'année fiscale 2022–2023, le Canada a atteint plusieurs étapes importantes, dépassant son objectif annuel de 1,4 milliard de dollars un an avant la date prévue. Les investissements ont soutenu 391 initiatives de santé mondiale mises en œuvre par 355 partenaires, avec une attention particulière portée à l'Afrique subsaharienne, qui a reçu 55 % de l'aide bilatérale en santé et représenté sept des dix principaux pays bénéficiaires. L'égalité de genre est restée au cœur de la mise en œuvre, avec plus de 97 % des investissements bilatéraux en développement dans le cadre du 10YC intégrant ou visant des résultats en matière d'égalité de genre, dont 26 % ciblant explicitement l'autonomisation des femmes et des filles. Les investissements en santé (hors COVID-19, nutrition et SDR) ont augmenté pour atteindre 724 millions de dollars, auxquels s'ajoutent 120 millions pour la nutrition et 574 millions pour des programmes complets de SDR. Selon les rapports, ces investissements ont permis à 54 projets d'atteindre 18,2 millions de personnes, dont 15 millions de femmes et de filles, dans 42 pays, tout en renforçant les systèmes de santé par la formation de 150 000 prestataires de services et le soutien à 8 353 établissements de santé dans 39 pays.³⁰ Le FCIL a soutenu 716 projets dans 124 pays, dans chacun des domaines d'action de la PAIF.³¹

Les rapports au Parlement sur l'aide internationale apportent des preuves convaincantes des résultats de la PAIF en termes de chiffres, de portée et d'échelle. Dans différentes régions et secteurs, les initiatives financées par la PAIF illustrent comment l'engagement du Canada dans le cadre de la PAIF a transformé ses engagements politiques en changements mesurables. Par exemple, le dernier rapport³² montre qu'en 2023–2024, près de l'ensemble de l'aide bilatérale au développement international du Canada ciblait ou intégrait le genre. Le Canada a également soutenu plus de 3 000 organisations de la société civile dans le monde, notamment via le programme VLF et le Fonds Égalité. En matière d'éducation, le soutien du Canada au Partenariat mondial pour l'éducation a permis d'atteindre 120 millions d'élèves, de former 481 000 enseignantes et enseignants et de rénover ou de construire 6 700 salles de classe. En santé mondiale, le Canada a appuyé environ 120 campagnes de vaccination contre la poliomyélite dans 30 pays. En nutrition, une initiative financée par le Canada dans 15 pays africains a fourni de la vitamine A à 33,8 millions d'enfants, formé 42 000 groupes de femmes, 28 000 professionnelles et professionnels de santé à l'égalité de genre, et touché 1,9 million de femmes et 1,2 million d'hommes. Les petits cas d'étude suivants³³, sous l'égide de la PAIF et ses piliers interreliés,

²⁸ Global Affairs Canada (2025c; 2022c)

²⁹ Tomlin (2025)

³⁰ Global Affairs Canada (2024a)

³¹ Global Affairs Canada (2024d; 2023b)

³² Global Affairs Canada (2025b)

³³ Les études de cas présentées dans cette section ne constituent qu'un petit aperçu des centaines de programmes mis en œuvre dans le cadre de la PAIF au fil du temps. Compte tenu de l'ampleur, de la diversité et de la portée géographique des initiatives financées par la PAIF, il n'est pas possible, d'un point de vue méthodologique, de documenter de manière exhaustive les résultats de chaque intervention dans un seul rapport. Ces exemples ne sont

partagés par les participantes et participants du questionnaire, offrent un aperçu convaincant des initiatives de la PAIF et de ses chiffres clés :

Le programme Strengthening Health Outcomes for Women and Children (SHOW) de Plan International Canada (2016–2020) démontre comment une programmation en santé, avec une approche transformatrice du genre, peut produire des résultats tangibles. Mise en œuvre au Nigéria, en Haïti, au Bangladesh, au Ghana et au Sénégal, SHOW a touché 1,4 million de femmes en âge de procréer, y compris des adolescentes, ainsi que près de 720 000 enfants, tout en mobilisant plus d'un million d'hommes et de garçons. L'initiative a contribué à améliorer la prise en charge des services, notamment une augmentation de 18 % des soins prénatals adéquats, de 20 % de la présence d'un professionnel lors de l'accouchement et de 15 % des soins postnatals dans les 48 heures suivant la naissance, tout en soutenant 867 communautés pendant la COVID-19 par la fourniture de matériel essentiel de santé. Ces résultats ont été obtenus grâce à une approche transformatrice du genre en trois volets, axée sur le renforcement de l'autonomie et du pouvoir décisionnel des femmes et des filles, l'engagement des hommes pour améliorer la santé maternelle, néonatale et infantile et la santé sexuelle et reproductive, ainsi que la fourniture de ces services sensibles au genre.³⁴

Pendant six ans, le **programme Women of Courage: Women, Peace and Security de KAIROS** en Colombie, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud et en Palestine démontre comment des partenariats féministes soutenus peuvent se traduire par des résultats concrets en matière de protection, de participation et de plaidoyer. Travaillant dans plus de 40 communautés et municipalités ainsi que dans 39 réseaux nationaux et régionaux, les partenaires ont directement soutenu plus de 32 800 personnes, dont plus de 26 000 étaient des femmes, et ont encouragé 1 518 alliés masculins à défendre le rôle des femmes dans la paix et la sécurité. Le programme a fourni un soutien psychosocial, médical et juridique à des milliers de survivantes de violences fondées sur le genre, renforcé la sensibilisation aux droits humains et à l'égalité de genre par le biais de formations à grande échelle, et mobilisé des partenaires pour participer à plus de 300 campagnes de plaidoyer en faveur de réformes législatives et de la mise en œuvre de politiques publiques.³⁵

Basées sur une analyse à venir³⁶ évaluant **dix ans de programmation féministe d'Oxfam Canada (2015–2025)**, lancée en février 2026, les données probantes issues d'initiatives de la PAIF telles que les programmes VLF, la Santé Sexuelle et l'Autonomisation (SHE), Sa Voix, Son Choix, et *Creating Spaces to Take Action on Violence Against Women and Girls* illustrent comment les principes de la PAIF ont permis d'obtenir des résultats concrets dans divers contextes. Ces programmes ont mis en avant le leadership des organisations communautaires de femmes et de filles dans le plaidoyer, la prestation de services et la gouvernance, avec 82 % d'entre elles adoptant de nouvelles politiques et pratiques institutionnelles sensibles au genre. Les investissements ont

donc pas destinés à être des illustrations anecdotiques ou des exemples de réussite sélectifs. Ils sont plutôt tirés des données internes partagées par les organisations chargées de la mise en œuvre dans le cadre du questionnaire et ont été sélectionnés parce qu'ils reflètent des tendances récurrentes observées dans de multiples contextes. À ce titre, ils illustrent les tendances et les résultats généraux générés dans le cadre de la PAIF, ne capturant qu'une fraction de son impact global.

³⁴ Plan International Canada (2022); (n.d)

³⁵ KAIROS (2024)

³⁶ Partagé dans le questionnaire.

élargi l'accès à la santé sexuelle et reproductive de 482 812 femmes et filles, et ont augmenté la fourniture de services de santé sensibles au genre, passant de 41 % à 93 %. Ils ont également renforcé la construction de mouvements féministes et le leadership des femmes, comme en témoigne la mobilisation de plus de 2 000 femmes occupant des rôles dans les structures de décision locales au Népal. Dans 14 pays, les initiatives de la PAIF mises en œuvre par Oxfam Canada ont contribué à une augmentation relative de 26 % des attitudes positives envers les droits des femmes et des filles. Parmi les autres impacts, on compte le soutien à 70 initiatives menées par des femmes et des jeunes pour l'adaptation climatique au Guatemala, un quasi-doublement du leadership féminin dans l'action humanitaire, et une influence sur 245 lois et politiques relatives à la justice de genre, notamment des réformes criminalisant le mariage d'enfants précoces et forcés en Indonésie et aux Philippines.

Le programme Éducation des filles pour un avenir meilleur dans la région des Grands Lacs (ÉDUFAM) de la Fondation Paul Gérin-Lajoie et du CECI au Burundi, au Rwanda et en République démocratique du Congo démontre les résultats concrets qu'une approche éducative transformatrice du genre peut obtenir. En développant un modèle de mise en œuvre unique, basé notamment sur un « contrat social » engageant les leaders communautaires à « sceller un pacte » garantissant le droit à l'éducation des filles et à éliminer les obstacles à leur scolarisation, le projet a permis à des milliers de filles et d'adolescentes, y compris des réfugiées et des déplacées, de retourner à l'école, de rester scolarisées ou de s'inscrire à une formation professionnelle. Dans trois communautés, 96 relais communautaires ont assuré un suivi individualisé co-construit avec des filles réfugiées et déplacées; 25 000 filles, adolescentes et femmes ont été atteintes; 2 800 filles et adolescentes en dehors de l'école ou ayant abandonné, parmi les plus vulnérables, ont été soutenues pour réintégrer ou commencer l'école depuis le début du projet; 3 500 filles et adolescentes en difficulté d'apprentissage ou à risque de décrochage ont été accompagnées pour rester à l'école, notamment par un soutien pédagogique; et 24 écoles primaires et secondaires ont été transformées en écoles sensibles au genre.³⁷

Bien que les données quantitatives présentées dans cette section fournissent des réflexions importantes sur l'ampleur, la portée et la priorisation financière de l'égalité de genre dans le cadre de la PAIF, elles ne suffisent pas, à elles seules, à saisir la nature ou la profondeur du changement sur le terrain. Les mesures du nombre de femmes atteintes ou du montant dépensé peuvent être superficielles, et des considérations plus approfondies sont nécessaires pour garantir une approche transformatrice du genre qui remette en question et modifie les institutions et structures mêmes qui maintiennent les inégalités mondiales en place.³⁸ Les chiffres agrégés de financement et les indicateurs politiques offrent une visibilité limitée sur la manière dont les ressources se traduisent par des changements de pouvoir, d'agentivité, de pratiques institutionnelles ou d'expériences vécues chez les femmes et les filles dans divers contextes. Ils ne reflètent pas non plus pleinement les variations de la qualité de la mise en œuvre, de l'appropriation locale ou de la durabilité de ces programmes. Cela n'est pas spécifique à la PAIF, mais reflète les défis liés à la traduction des ambitions féministes en pratique et à la mesure de leur impact dans n'importe quel contexte. Pour ces raisons, les données quantitatives doivent être interprétées avec précaution, en complément de

³⁷ Fondation Paul Gérin-Lajoie et CECI (2025). Document interne partagé avec l'autrice.

³⁸ Tiessen (2019)

données qualitatives, afin de comprendre comment et dans quelle mesure la PAIF a contribué à un changement significatif et transformateur, examiné dans la section suivante.

3.2 Les résultats de la PAIF au-delà des chiffres: Tendances qualitatives

Résultats principaux de la section:

- La PAIF a fait de l'égalité de genre un principe fondamental ainsi qu'un thème transversal de l'aide internationale canadienne, en s'appuyant sur une approche féministe et intersectionnelle de l'analyse de genre, appliquée à l'ensemble des organismes gouvernementaux et partenaires. Elle a également orienté l'attention et des ressources cruciales vers des domaines auparavant sous-financés tels que la SDSR, le leadership transformateur des femmes, la lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles, ainsi que vers des organisations féministes et de femmes.
- Au-delà des thèmes couramment évoqués ci-dessus, d'autres programmes et investissements alignés sur la PAIF, tels que l'éducation, l'autonomisation économique des femmes, l'environnement et l'action climatique, ainsi que la paix et la sécurité, ont montré des résultats prometteurs. Bien que davantage de données soient nécessaires pour évaluer les impacts à long terme de ces investissements, la littérature plus large indique que les investissements en matière d'égalité de genre peuvent avoir des répercussions au-delà des résultats programmatiques immédiats et soutenir directement les priorités actuelles de la politique étrangère du Canada.
- Les initiatives phares telles que le Programme VLF et le Fonds Égalité ont fourni un financement de base flexible qui a renforcé des milliers d'organisations féministes et de femmes, des défenseuses des droits humains et des mouvements féministes, en élargissant leurs capacités, leur plaidoyer, leurs services et en améliorant l'accès aux décideurs, y compris dans des contextes fragiles et affectés par des conflits.
- Les éléments issus de la revue documentaire, ainsi que ceux des participantes et participants au questionnaire, indiquent que la PAIF a profondément modifié la façon dont l'écosystème de l'aide internationale canadienne pense et fonctionne. La PAIF a contribué à renforcer l'expertise de genre, à introduire des approches féministes en suivi, évaluation et apprentissage (SEA), à améliorer l'analyse de genre dans la conception des programmes, et à promouvoir des modèles de partenariat plus égalitaires, influençant ainsi la planification, la mise en œuvre et l'évaluation de leurs programmes.
- La PAIF a positionné le Canada comme un leader mondial reconnu et crédible en matière d'égalité de genre, ainsi qu'en tant que donateur féministe dans l'aide internationale, exerçant une influence symbolique, normative et pratique.

3.2.1 L'égalité de genre comme principe fondamental

Tout d'abord, en reconnaissant explicitement l'égalité de genre comme le point de départ et le fondement pour construire un monde plus « pacifique, inclusif et prospère »³⁹, **la PAIF a élevé l'égalité de genre de la simple considération transversale à celle d'un principe fondamental de l'aide internationale du Canada.** Ce faisant, la PAIF a reformulé l'action humanitaire et de développement comme intrinsèquement politique, ancrée dans les relations de pouvoir, les droits et les inégalités structurelles. Ce changement a permis de légitimer l'analyse féministe au sein des institutions gouvernementales et parmi les partenaires de mise en œuvre, tout en orientant une attention et des ressources accrues vers des enjeux qui, historiquement, avaient été marginalisés, sous-financés ou traités comme périphériques. Emily Wiseman (CARE Canada), a noté dans le questionnaire qu'au cours des dernières années avec la PAIF:

“Canada has been a consistent, bold voice on gender equality and flatter power dynamics in the aid sector, amidst other countries that have gone in the opposite direction. It's been refreshing and reassuring. It has also served as an important form of leverage to hold the line on gender equality in a moment where we face increasing global pressures to abandon commitments. The FIAP and its commitments and requirements for funding have acted as a lever upon which CARE Canada has drawn upon to maintain and continue to advance the fight for gender equality. It has been instrumental in a time of such regression and backlash.”

Cette reconnaissance politique explicite a été particulièrement significative dans des contextes où la santé sexuelle et reproductive, par exemple, reste politiquement contestée et sensible, apportant à la fois un soutien normatif et des engagements financiers spécifiques dans ce domaine. En réfléchissant aux résultats de la PAIF après cinq ans d'existence, Julie Delahanty (Action Canada for Sexual Health & Rights) mentionne que:

*“The FIAP's focus on women's rights has successfully shifted the thinking, framing, and discourse within government and among government officials on the fundamental importance and impact of investing in gender equality and women's rights [...] the FIAP specifically names SRHR, including access to safe abortion, and recognizes SRHR as an official part of government policy in international assistance, with significant funding having been dedicated to it as well as other standalone gender equality and women's rights issues.”*⁴⁰

Similairement, Lauren Ravon (Oxfam Canada) souligne que:

“The greatest impact of the FIAP has been to open up space for conversations about patriarchy and inequality in the context of humanitarian aid and international development. The FIAP enabled new programming to emerge that deliberately addresses the systemic inequalities that keep women and gender-diverse people trapped in poverty, while opening up new funding channels for advocacy work. The FIAP provided the framework for a much-needed ramp-up of investments in gender justice programming, including in chronically underfunded areas such as women's transformative leadership, LGBTQI+ rights, and sexual and reproductive health and rights. The FIAP also

³⁹ OECD (2025b, 41)

⁴⁰ Woroniuk (2022a)

acknowledged the catalytic role that women's rights organizations and feminist movements play in advancing gender equality and led to much-needed resourcing of their work."⁴¹

Les données suggèrent que la PAIF a eu une importance symbolique, normative et pratique, notamment en orientant des ressources vers des secteurs et des acteurs structurellement sous-financés. Bien que les engagements financiers et programmatiques en faveur de la SDRS ainsi que de l'autonomisation des femmes et des filles soient souvent cités comme des contributions majeures de la PAIF dans la littérature et dans le questionnaire, d'autres piliers de la PAIF méritent également notre attention. Bien qu'une revue exhaustive des impacts de la PAIF sur l'ensemble de ses piliers ne soit pas possible dans le cadre de ce rapport, certains résultats méritent d'être soulignés, compte tenu de leur nature transversale.

Les données empiriques issues de la littérature plus large indiquent que l'éducation constitue un catalyseur de la réalisation des droits des femmes et des filles. Favoriser l'accès des filles à une éducation sûre, de qualité et sensible au genre, ainsi qu'aux services de santé et de protection associés, contribue à retarder le mariage précoce, à prévenir le décrochage scolaire, à renforcer leur participation au marché du travail et à favoriser une croissance plus inclusive et durable.⁴² Dans le pilier « Éducation », des exemples tirés du travail du Canada en Colombie illustrent que, même dans des contextes fragiles, les projets liés à la PAIF ont amélioré les conditions d'apprentissage, protégé des jeunes à risque contre le recrutement dans des groupes armés et criminels, et élargi l'accès pour les communautés marginalisées.⁴³

Dans le pilier « Une croissance qui profite à toutes et tous », les initiatives d'autonomisation économique des femmes soutenues par la PAIF démontrent que l'égalité de genre et les politiques économiques et commerciales inclusives se renforcent mutuellement. Le projet *Making Trade Work for Women in Eastern Africa*, ainsi que d'autres projets en Égypte et au Sénégal, montrent que lorsque les femmes commerçantes, agricultrices et entrepreneures reçoivent un soutien ciblé, les résultats incluent une mobilité et des revenus accrus, des économies plus résilientes et une inclusion plus grande des femmes issues de groupes marginalisés.⁴⁴

Dans le pilier « Environnement et action climatique », les preuves issues des programmes soutenus par la PAIF indiquent que lorsque des approches transformatrices de genre sont intégrées dans l'adaptation climatique, la réduction des risques de catastrophe et le renforcement de la résilience, elles contribuent non seulement à améliorer les résultats en matière d'égalité de genre, mais aussi à renforcer la capacité d'adaptation des communautés et, à terme, à réduire potentiellement les besoins humanitaires. Les initiatives soutenues par le Canada, telles que *Land4Life*, *Canada Climate Change Program*, *Energy Access Relief Fund*, et *SeedChange* dans plusieurs pays africains, asiatiques et latino-américains, a permis d'intégrer les considérations de genre dans la gouvernance climatique locale, d'accroître l'accès des femmes aux énergies renouvelables et aux moyens de subsistance et d'agriculture respectueux du climat, ainsi que de renforcer la sécurité

⁴¹ Woroniuk (2022a)

⁴² UN Women (n.d.)

⁴³ Global Affairs Canada (2025b; 2018)

⁴⁴ Global Affairs Canada (2025b; 2024d)

alimentaire et semencière par le biais de coopératives dirigées par des femmes et des jeunes, par exemple.⁴⁵

Sur le pilier « Paix et sécurité », les recherches et évaluations de programmes montrent que soutenir la participation des femmes aux processus de justice, de sécurité et de paix améliore la réactivité face aux victimes de violences sexuelles et fondées sur le genre, renforce la responsabilité et contribue à traiter les racines des conflits.⁴⁶ Une étude portant sur la PAIF en Haïti, à travers divers projets dans les secteurs judiciaire et sécuritaire, confirme la pertinence des projets visant l'égalité de genre qui bénéficient aux femmes, aux filles et aux personnes marginalisées, y compris aux femmes en situation de handicap et aux personnes LGBTQI+. De plus, leur analyse a montré que le remplacement de projets stratégiques tels que VLF par des financements pour la sécurité n'améliorerait pas nécessairement le sentiment de sécurité des populations vulnérables.⁴⁷ Les initiatives soutenues par le Canada, telles que l'Initiative Elsie, ont également amélioré l'efficacité et l'inclusivité des opérations de maintien de la paix en supprimant les barrières à la participation des femmes et en renforçant les normes sensibles au genre au sein des missions.⁴⁸

3.2.2 Financement de base soutenu et flexible pour les mouvements féministes et les organisations de femmes

Deuxièmement, **la PAIF mobilise des ressources essentielles pour les mouvements et organisations féministes et de femmes, ainsi que pour les acteurs locaux, tels que les défenseuses des droits humains**, qui ont longtemps été sous-financés malgré leur rôle crucial en tant que moteurs du changement social et souvent les mieux placés pour fournir des services aux communautés marginalisées.

Par exemple, l'évaluation formative du programme VLF a conclu qu'il était hautement pertinent par rapport aux besoins des OSC locales dans divers contextes, qu'il répondait à d'importantes lacunes de financement et de capacités, et qu'il offrait une flexibilité suffisante pour que les partenaires puissent se concentrer sur ce qui comptait le plus pour eux et leurs communautés, y compris lors de la réponse à la pandémie de COVID-19. L'évaluation a également constaté que la majorité des projets VLF évalués ont contribué positivement au renforcement des capacités organisationnelles. Dans la plupart des pays, le financement VLF a permis aux OSC de poursuivre des priorités spécifiques au contexte grâce à une combinaison de modalités de financement pluriannuelles et flexibles. Bien que les résultats aient varié considérablement selon les organisations et les domaines thématiques, le soutien de VLF a permis aux OSC de fournir des services, de faire avancer le plaidoyer et de maintenir leurs opérations, notamment pendant la pandémie de COVID-19, lorsque des fonds flexibles ont été mobilisés pour apporter une aide essentielle, sensibiliser à la santé et défendre des réponses sensibles au genre. Les participantes ont souligné que ce soutien a permis aux organisations de poursuivre leur travail et de rester à l'écoute des besoins communautaires, mettant en avant l'adaptabilité des OSC en tant que premières répondantes. En peu de temps, VLF a contribué à accroître la portée et l'efficacité, avec

⁴⁵ Global Affairs Canada (2025b; 2024d; 2023e)

⁴⁶ Global Affairs Canada (2018). Voir aussi UN Women (n.d.)

⁴⁷ Baranyi et Saint-Louis 2(026)

⁴⁸ Global Affairs Canada (2025b)

environ un tiers des projets ayant permis d'étendre la programmation et d'obtenir des avancées significatives en matière de plaidoyer dans des pays tels que le Bangladesh, le Guatemala et le Pérou. Dans plusieurs contextes, notamment au Bangladesh, en Colombie, en République démocratique du Congo et au Sénégal, VLF a également renforcé l'engagement des OSC auprès des institutions publiques, en élargissant leur accès aux décideurs politiques, en particulier pour les organisations de la base auparavant exclues des espaces de décision.⁴⁹ Cet apprentissage mutuel a permis de faire passer le rôle du Canada de donateur à partenaire, remettant en question les dynamiques inégales et coloniales au sein des partenariats de développement.⁵⁰

De même, l'évaluation formative du Partenariat pour l'Égalité de Genre a indiqué que les organisations féministes et de femmes estimaient que le financement de base flexible et stable du Fonds Égalité répondait efficacement aux besoins clés des organisations et renforçait leurs capacités. Cela leur a permis de consacrer davantage d'efforts à créer un impact positif au sein de leurs communautés, en mettant l'accent sur des partenariats fondés sur la confiance et le respect de l'autonomie et des perspectives locales, tout en transférant intentionnellement le pouvoir aux organisations de défense des droits des femmes et féministes dans le Sud et l'Est Global.⁵¹ Le Canada est l'un des principaux donateurs de l'OCDE-CAD pour ces organisations.⁵² Lors d'un événement de haut niveau du Réseau des Points Focaux pour les Femmes, la Paix et la Sécurité en 2020, le Canada a annoncé un nouvel investissement de près de 15 millions de dollars destiné aux femmes bâtisseuses de paix, ainsi que la création d'un programme annuel de prix FPS.⁵³

Des données empiriques récentes montrent que la PAIF a été et reste un outil puissant pour les OSC sur le terrain. Une étude récemment publiée, examinant les résultats de trois initiatives de la PAIF en Haïti, indique que la politique, à travers un projet dirigé par Avocats Sans Frontières Canada et des partenaires locaux, a fourni des conseils essentiels, des ressources et une légitimité à leur travail. Elle a soutenu et permis l'intégration d'une compréhension intersectionnelle de l'égalité de genre et de l'autonomie des partenaires haïtiens, tout en établissant des alliances stratégiques avec le mouvement féministe dès le départ, malgré un environnement sécuritaire difficile. Dans le cadre d'un programme VLF dirigé par le Centre d'études et de coopération internationale (CECI), les capacités de 35 organisations de femmes haïtiennes ont été renforcées, leur permettant d'atteindre 4000 femmes victimes de violences fondées sur le genre avec un soutien médical et psychologique essentiel.⁵⁴ Les programmes VLF au Mali, au Sénégal et en Haïti, mis en œuvre par CECI, ont montré que, au-delà du renforcement organisationnel des OSC, ils ont permis de rassembler des organisations qui ne collaboraient pas auparavant et leur ont offert l'opportunité de s'engager dans un plaidoyer conjoint.⁵⁵

Lors d'un événement sur la PAIF après huit ans, en septembre 2025, les participantes et intervenantes ont souligné que « en tirant parti du financement de la PAIF, les OSC ont pu renforcer leur rôle de veille et responsabiliser le gouvernement quant à ses engagements en matière d'égalité de genre et de pratiques féministes », ce qui constitue « des éléments essentiels pour

⁴⁹ Global Affairs Canada (2022c)

⁵⁰ Demeke et Imbleau (2025)

⁵¹ Global Affairs Canada (2024b)

⁵² OECD (2025b)

⁵³ Global Affairs Canada (2020a)

⁵⁴ Baranyi et Saint-Louis (2025); Baranyi et al. (2025)

⁵⁵ CECI (2022)

contrer la montée des mouvements anti-genre et anti-droits dans le monde entier ». ⁵⁶ Un financement de base, flexible, prévisible et à long terme est essentiel pour permettre aux OSC et aux organisations féministes de mener leurs activités sur le terrain, notamment par la sensibilisation et la participation aux processus de prise de décision en matière de paix et de sécurité. Cela peut, à terme, avoir des conséquences durables sur la stabilité d'un pays. Avocats sans Frontières Canada a partagé des preuves convaincantes issues de leur travail dans le cadre du questionnaire mené pour ce rapport :

« L'autonomisation des femmes par le droit est un puissant moteur de développement dans un pays. La participation des femmes aux processus de paix accroît les chances de stabilité à long terme⁵⁷. Nous avons ainsi appuyé des femmes en Colombie et au Mali dans la reconstruction de la paix et la compilation de la mémoire historique, afin d'éviter que les conflits ne se répètent. Nous avons vu comment ces femmes sont devenues des agents de changement dans leurs communautés : elles se sont professionnalisées, sont devenues des leaders, ont contribué directement à l'économie locale, à l'économie de leur ménage, puis à l'économie de leur village, ont pu adhérer à des mutuelles de santé, par exemple, scolariser leurs filles, et plus ».

En s'appuyant sur le point précédent concernant la nature interreliée des piliers de la PAIF et les répercussions des investissements dans ce domaine, cette citation montre comment le financement et le soutien aux acteurs locaux sur le terrain ont des effets qui dépassent les résultats programmatiques à court terme.

3.2.3 Transformation programmatique, de partenariats, et des pratiques institutionnelles

Troisièmement, au niveau programmatique et organisationnel, **la PAIF a fondamentalement transformé l'écosystème de l'aide internationale canadienne et a contribué à une programmation plus efficace et inclusive** en intégrant une analyse féministe dans la conception des projets, ainsi que dans le suivi, l'évaluation et l'apprentissage (SEA), tout en encourageant des partenariats plus équitables dans l'aide internationale. Malgré plusieurs critiques sectorielles de la PAIF (voir Section 4), celle-ci a ouvert un espace de discussion sur les histoires coloniales et les asymétries de pouvoir intégrées au système d'aide international, sur la nécessité d'approches féministes menées localement et adaptées au contexte, ainsi que sur les limites des systèmes bureaucratiques canadiens qui entravent une véritable transformation, notamment des exigences de conformité et de réglementation complexes, opaques et descendantes (voir la section suivante). L'introduction de la PAIF en 2017 a nécessité une révision approfondie des priorités, des approches et des activités de programmation, cette adaptation ayant parfois posé des défis concrets pour les partenaires et le personnel sur le terrain. ⁵⁸

Une étude sur les expériences de la société civile avec la PAIF a révélé qu'elle agissait comme un « moteur » permettant aux organisations de travailler sur l'égalité de genre conduisant à divers

⁵⁶ Demeke et Imbleau (2025, 2)

⁵⁷ Cette observation concorde avec la littérature universitaire sur le sujet, qui montre que les processus de paix signés par des femmes ont des taux de mise en œuvre plus élevés et sont plus durables (Krause et al. 2018).

⁵⁸ Global Affairs Canada (2023a; 2021a; 2018)

degrés de changements organisationnels et programmatiques liés. La PAIF a directement influencé la manière dont les organisations conçoivent, mettent en œuvre, suivent et évaluent leur travail, entraînant des modifications de leurs politiques internes et de leurs capacités humaines pour mieux lutter contre les inégalités de genre. De plus, la PAIF a orienté des ajustements stratégiques dans la programmation en matière d'égalité de genre pour les OSC, notamment en renforçant l'analyse de genre et le développement de programmes.⁵⁹

Les données indiquent également d'importants changements institutionnels et culturels au sein d'AMC, propulsés par la PAIF. Ceux-ci incluent une forte hausse de l'embauche de spécialistes en égalité de genre et la mise en œuvre de modèles SEA féministes. Des organisations qui ne se considéraient pas auparavant comme féministes ont de plus en plus intégré des perspectives de genre dans leurs programmes et leurs partenariats. Au-delà du rétablissement du financement des groupes de défense des droits des femmes et d'autres secteurs qui avaient été relativement sous-priorisés dans les cadres politiques antérieurs, tels que la santé sexuelle et reproductive, la PAIF a contribué à institutionnaliser l'analyse féministe dans les routines bureaucratiques, malgré les critiques existantes. Au sein d'AMC, cela a conduit à une expertise interne accrue en matière de genre, à une intégration plus poussée d'approches transformatrices du genre dans les pratiques de financement et de responsabilisation, ainsi qu'à une augmentation de la participation aux formations GBA+ au sein des départements gouvernementaux.⁶⁰

Ces changements organisationnels ont influé sur la programmation. L'évaluation formative du programme VLF a révélé qu'une approche globale du programme a permis de concrétiser avec succès la vision féministe de VLF et d'assurer la cohésion dans une initiative fortement décentralisée. Le programme VLF comprenait un ensemble commun de fonctionnalités et une architecture globale gérée par les programmes géographiques. Cette approche a maintenu la cohésion entre les projets malgré la décentralisation et a conduit à une boîte à outils (*toolbox*) unique de conseils opérationnels et techniques pour les bénéficiaires et partenaires, ainsi qu'à une stratégie et un plan de travail féministes pour le SEA, étant le premier programme d'AMC à adopter une approche féministe en matière de SEA.⁶¹ Les réflexions partagées par les organisations participantes au questionnaire corroborent ces évaluations:

“One of the most significant impacts of the FIAP was through the first and renewed phases of the WVL Program. This program has had a significant ripple effect on how we work globally as a confederation and has inspired programming across multiple countries. The WVL program has provided impetus for CARE Canada and our confederation to rethink some of our systems, policies, and processes related to partnerships. We have not changed everything, but it has provided an important nudge that we have leveraged to improve our sub-granting practices. The amplifying effect of WVL has been considerable and has not been commensurate at all with the size of these projects. Importantly, we've also been able to leverage the funding that GAC has provided to crowd in additional and private funding for feminist partnerships and support WROs. The multiplier effect of this type of funding cannot be understated and is crucial at this time.” (CARE Canada)

“WUSC has a strong and consistent track record of integrating gender equality across its programming. The launch of the FIAP further sharpened this focus, prompting the design of an

⁵⁹ Rao et Delorme (2024); Rao (2020)

⁶⁰ Demeke et Imbleau (2025, 3)

⁶¹ Global Affairs Canada (2023c; 2022c)

increasing number of initiatives in which gender equality is not only mainstreamed but also positioned as the principal objective and outcome, rather than a secondary result. Over time, our teams' increased capacity in this area made integrating gender considerations an integral and automatic part of the process. GE Coding, which assessed projects, also strengthened the design of gender equality outcomes from the outset of new projects. The FIAP indirectly influenced our decision to establish a robust Anti-Discrimination, Diversity, and Inclusion process within the organization, helping us expand our thinking to include more intersectional factors, organizational commitments, and actions related to equity and inclusion within our strategy, leadership, staff members, culture, and programming.” (World University Services of Canada)

“The FIAP has strengthened gender equality outcomes by mainstreaming feminist approaches in policy dialogue, evidence generation, and advocacy spaces. The policy's emphasis on feminist leadership, intersectionality, and power analysis has influenced how Oxfam and partners design, implement, and evaluate programs. In particular, FIAP has created opportunities for cross-sector collaboration and learning among women's rights organizations, INGOs, and Global Affairs Canada. These collaborations have helped shift organizational culture and practice toward more inclusive, rights-based, and transformative models of partnership.” (Oxfam Canada)

3.2.4 Le leadership mondial du Canada en matière d'égalité de genre et de politique étrangère féministe

Quatrièmement, **la PAIF renforce le leadership, la crédibilité et l'influence du Canada sur la scène mondiale.** À une époque où la montée des politiques étrangères féministes était en vogue, à la suite de l'adoption par la Suède en 2016, la PAIF a positionné le Canada comme une voix majeure en matière de politique étrangère et d'aide internationale féministes. L'utilisation explicite du terme « féministe » dans l'engagement international canadien revêtait à la fois une signification symbolique et pratique. Elle a non seulement normalisé ce terme, mais aussi conféré au Canada un leadership tangible à l'échelle mondiale en matière de normes et de valeurs progressistes,⁶² a rehaussé les attentes et la vigilance féministe, et opportunités de responsabilisation, travail collaboratif entre secteurs, et dialogues.⁶³ La PAIF a contribué à façonner les débats mondiaux sur les processus de paix inclusifs, les politiques économiques féministes, la SDSR), les défenseuses des droits humains, ainsi que sur l'éducation, entre autres enjeux. Ce leadership a eu des effets d'entraînement potentiels, bien qu'il soit difficile d'établir un lien de causalité entre le leadership canadien et l'incitation d'autres gouvernements à adopter des politiques étrangères féministes.

Des chercheuses ont souligné qu'« une approche féministe de la diplomatie commence également par écouter les personnes marginalisées dans la société. Dans ce domaine, le Canada a été à l'avant-garde de la promotion des droits des femmes et des filles, ainsi que de l'égalité des genres dans les pays en conflit et au-delà. » Pour elles, « c'est un domaine où le gouvernement canadien a adopté une posture militante. Il a défendu la cause des droits des femmes et s'est exprimé pour protéger celles en danger dans leur pays d'origine, parfois au détriment de ses relations diplomatiques. »⁶⁴

⁶² Demeke et Imbleau (2025); Daigle (2024); Morton et al. (2020); Parisi (2020); Tiessen (2019)

⁶³ Demeke et Imbleau (2025); Tomlin (2023); Woroniuk (2022b; 2022a); Rao et Tiessen (2020); Global Affairs Canada (n.d.)

⁶⁴ Bouka et al. (2021, 3)

Aujourd'hui, le Canada est largement reconnu comme un champion de l'égalité de genre et joue un rôle de premier plan dans les initiatives mondiales, notamment en tant que président du Réseau OCDE-CAD sur l'égalité de genre jusqu'en 2024. Le leadership du Canada en matière d'égalité de genre demeure essentiel dans un contexte mondial en constante évolution, marqué par diverses réactions contre les droits des femmes. Dans cet environnement, le Canada a maintenu son engagement auprès d'un éventail de partenaires et d'initiatives internationales visant à faire progresser l'égalité de genre.⁶⁵ Par exemple, le Canada (et le Fonds Égalité) a joué un rôle de leader dans la création de l'Alliance pour les mouvements féministes en septembre 2022, un partenariat visant à renforcer le soutien aux organisations féministes et de femmes puis aux mouvements féministes dans le monde entier. En tant que coprésident, le Canada a contribué à établir des partenariats avec plus de 375 membres issus de la société civile, de la philanthropie, des gouvernements et des partenaires.⁶⁶ Lors de sa présidence du G7 en 2018, le Canada a été à la tête de l'initiative de la Déclaration de Charlevoix sur la qualité de l'éducation pour les filles, les adolescentes et les femmes dans les pays en développement, qui s'est engagé à investir 400 millions de dollars pour faire progresser l'éducation des femmes et des filles dans des contextes fragiles, de conflit et de crise, ainsi que de la Déclaration de Whistler sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans l'action humanitaire. Le Canada a également créé le Conseil consultatif sur l'égalité de genre du G7, un format qui perdure depuis.

À une époque où de nombreux États se retirent du multilatéralisme et des engagements en faveur de l'égalité de genre, y compris d'anciens pays ayant une politique étrangère féministe, tels que la Suède, l'Allemagne, le Luxembourg, l'Argentine et les Pays-Bas,⁶⁷ les données présentées dans ce rapport soulignent l'intérêt pour le Canada de continuer à respecter ces engagements et de renforcer les progrès réalisés et investis à ce jour. Face à la montée de l'autoritarisme, au recul des droits des femmes, à la réduction de l'espace civique et à l'affaiblissement des institutions multilatérales, l'étude montre que l'égalité de genre constitue une force stabilisatrice. Les éléments évoqués dans cette section montrent que dans ce contexte, la PAIF est l'un des rares outils de politique étrangère capables de soutenir la résilience d'une société civile dynamique dans des contextes fragiles ou affectés par des conflits—ce qui est vital pour la démocratie et la stabilité—en mobilisant des ressources et en servant de contrepoids au retrait mondial sur les droits des femmes. Marginaliser ou affaiblir la PAIF à présent priverait le Canada d'un outil essentiel pour faire face à ces défis.

Les données qualitatives examinées dans cette section offrent des perspectives importantes sur la manière dont la PAIF a influencé les pratiques, les partenariats et les récits au sein de l'écosystème de l'aide internationale canadien, en complément des données quantitatives analysées dans la section précédente. Les témoignages des parties prenantes et l'analyse documentaire révèlent un ensemble de résultats positifs, notamment une augmentation du financement des organisations féministes et de femmes, des modifications de la programmation et de la culture organisationnelle au sein de plusieurs organisations, ainsi qu'une influence accrue sur les politiques. Cependant, compte tenu de la nature audacieuse et ambitieuse de la PAIF, de nombreux obstacles systémiques et critiques à son encontre demeurent pertinents et sont examinés dans la section suivante.

⁶⁵ OECD (2025b, 41)

⁶⁶ Global Affairs Canada (2024d)

⁶⁷ Whipkey et al. (2025)

4. Les défis de la PAIF et les leçons apprises

Résultats principaux de la section:

- Les analystes, chercheuses et praticiennes et praticiens ont noté que le potentiel de transformation de la PAIF a parfois été freiné par des incohérences politiques, une mise en œuvre cloisonnée et des ambiguïtés conceptuelles. Des tensions avec d'autres domaines de la politique étrangère et des définitions floues du féminisme et de l'intersectionnalité ont parfois limité la cohérence et la crédibilité de la PAIF.
- Les données issues de l'étude montrent systématiquement que des modes de financement descendants, bureaucratiques et opaques, ainsi qu'une charge administrative importante pour le reportage et une faible tolérance au risque, ont eu un impact négatif sur l'accessibilité et la portée pour les petites ONG et les organisations informelles d'accéder à du financement canadien.
- Les données examinées suggèrent que les objectifs féministes ambitieux de la PAIF n'ont pas toujours été soutenus par un financement suffisant, mais des résultats significatifs ont néanmoins été obtenus malgré les défis.
- Malgré ses limites, la PAIF possède un bilan solide et crédible, avec un potentiel d'impact à long terme. Elle a obtenu des résultats significatifs sur le terrain et a construit une réputation mondiale forte.

Les limites et les défis de la PAIF ont été largement examinés tant dans le milieu académique que chez les praticiennes et praticiens. Malgré les nombreux succès et résultats positifs de la PAIF évoqués dans les sections précédentes, celle-ci présente également plusieurs lacunes et limites auxquelles il est utile de réfléchir afin d'en tirer des enseignements et d'orienter les démarches futures. Plusieurs académiques,⁶⁸ praticiennes et praticiens, ainsi que des groupes de la société civile, ont critiqué le gouvernement du Canada pour ne pas toujours, ou pas suffisamment, mettre en pratique (*walking the talk*) ses engagements et ses valeurs féministes.

Une critique fréquemment soulevée par les universitaires, ainsi que par les praticiennes et praticiens, est que **la crédibilité et le potentiel transformateur de la PAIF sont entravés par des incohérences politiques et une mise en œuvre cloisonnée**. La littérature sur le sujet a démontré plusieurs incohérences politiques entre la PAIF et d'autres domaines de la politique étrangère, tels que la défense et la sécurité, ainsi que le commerce. De nombreux analystes soutiennent que poursuivre une PAIF tout en vendant simultanément des armes à des pays aux antécédents médiocres en matière de droits humains, comme Israël et l'Arabie saoudite, est

⁶⁸ Une grande partie de la littérature critique existante provient du milieu universitaire et a fourni des informations conceptuelles et discursives importantes sur le cadre et les ambitions de cette politique. Cependant, bon nombre de ces premières analyses reposent principalement sur des approches textuelles et théoriques, accordant une attention limitée aux données empiriques sur la manière dont la PAIF est perçue et mise en œuvre dans la pratique. Le présent rapport met donc davantage l'accent sur les critiques sectorielles fondées sur l'expérience pratique et les données empiriques, en s'appuyant sur des sources qui priorisent les réflexions des praticiennes et praticiens, les entrevues et les données générées par la mise en œuvre, l'évaluation et l'apprentissage sur le terrain.

incompatible avec les valeurs féministes et peut compromettre les objectifs et le potentiel de la PAIF.⁶⁹ D'autres ont noté que la PAIF entre en conflit avec les pratiques minières canadiennes et ont critiqué son insuffisance à traiter les impacts négatifs des économies extractives sur les droits humains des femmes, ainsi que les conséquences environnementales et humanitaires des entreprises canadiennes exploitant des ressources dans les pays où le Canada apporte son assistance dans le cadre de la PAIF.⁷⁰ Enfin, certaines ont souligné la déconnexion entre les initiatives de la PAIF à Gaza et en Cisjordanie et le contexte plus large de l'occupation israélienne et du génocide des Palestiniennes et Palestiniens. Elles critiquent également le soutien inconditionnel du Canada à Israël et son silence face aux nombreuses violations des droits humains et du droit international à Gaza, des actions qui contredisent fondamentalement les valeurs féministes de la PAIF.⁷¹

Toujours sur la cohérence politique, la société civile féministe canadienne, les universitaires et les praticiennes du pays ont critiqué l'absence du document blanc (*white paper*) sur la politique étrangère féministe canadienne, qui n'a jamais été publié, malgré les affirmations du Canada d'en avoir d'une.⁷² L'un des principaux arguments en faveur de ce document est qu'une politique étrangère féministe renforcerait la cohérence entre les différents domaines de la politique étrangère et réduirait la mise en œuvre cloisonnée, qui mène à la duplication ou à l'incohérence. À ce sujet, une participante au questionnaire note:

“The siloed nature of funding for development work versus humanitarian work at Global Affairs Canada creates barriers in pursuing triple nexus programming that would enhance and sustain gender equality outcomes across FIAP action areas, including Women, Peace and Security [...] Canada has done a good job supporting women and gender equality, but there's still work to do, especially considering the new stated ODA direction focused on the trade-development nexus. Small local women's groups need easier access to funding and more say in decisions. Canada should make sure that the new emphasis on trade diversification does not allow Canada to backslide on gender equality progress. Especially given that many of the sectors occupying government's attention due to tariff action are male-dominated. The next policy review should focus on fair partnerships, long-term support, and real changes in power, not just short projects. Many partners still face short-term funding cycles and administrative burdens that limit flexibility and sustainability.” (Oxfam Canada)

Une autre participante au questionnaire a mentionné que :

“International assistance must be aligned with Canada's foreign policy, as several of its foreign policy positions directly undermine Canada's international assistance efforts, including in relation to gender equality. Specifically in the areas of trade, international financial architecture, bilateral relations, and global governance. For example, Canada's positions on the IMF, World Bank, and the Global Tax Treaty directly undermine low-income countries' ability to develop and prioritize their own social protection systems, including universal health coverage, which has a disproportionate impact on women.” (Action Canada for Sexual Health and Rights)

⁶⁹ Potvin et Lefurgey (2025); Vucetic (2017); Santoire (2021); Swan (2021); The Feminist Foreign Policy Working Group (2020)

⁷⁰ Plouffe 2025; Bouka et al. (2021); Seck et Simons (2018)

⁷¹ Swan (2021). Voir aussi Potvin et Lefurgey (2025)

⁷² Leclerc (2025)

Comme le suggère l'organisation ci-dessus, la nature cloisonnée du financement de la PAIF a peut-être empêché une approche holistique, telle que les approches en nexus humanitaire-développement-paix (HDP) ou commerce-développement. Au-delà du domaine de la politique étrangère, des analystes ont souligné un manque de reconnaissance de l'interconnexion entre les politiques étrangère et intérieure. Par exemple, entre les politiques migratoires nationales et l'accueil des défenseuses des droits humains issues de contextes affectés par des conflits⁷³, ou encore l'incohérence entre le fait de se présenter comme un pays féministe et le fait de ne pas mettre en œuvre les recommandations formulées dans l'Enquête nationale sur les femmes et filles autochtones disparues et assassinées.⁷⁴

→ **Leçon apprise:** Traiter ces incohérences ne nécessite pas d'abandonner les ambitions féministes, mais plutôt de renforcer la gouvernance, les garanties, le financement et la responsabilisation dans tous les domaines de la politique étrangère. Les preuves indiquent que des cadres de gouvernance plus clairs à l'échelle de l'ensemble du gouvernement pourraient contribuer à garantir que les engagements en matière de commerce, d'investissements, de climat et de sécurité ne compromettent pas les objectifs de la PAIF, tout en permettant aux principes féministes d'éclairer un engagement responsable du secteur privé, la gestion des risques et la stabilité à long terme. En ce sens, la cohérence des politiques doit être comprise non seulement comme une exigence normative, mais aussi comme un outil pratique pour protéger les investissements publics et réduire les risques humanitaires et sécuritaires en aval.

Une seconde critique fréquemment évoquée est que **la PAIF n'articule pas clairement ce qu'elle entend par « féminisme » ou ne définit pas systématiquement les concepts clés liés à l'égalité de genre.** En pratique, cela peut conduire à des interprétations incohérentes et à une utilisation superficielle de termes tels que l'intersectionnalité, ainsi qu'à des confusions occasionnelles autour du langage et des approches de genre. Certains analystes notent également que la PAIF tend à mettre l'accent sur des approches fondées sur le marché et néolibérales, tout en accordant moins d'importance à la prise en compte des causes structurelles profondes des conflits et de la pauvreté.

Les universitaires ont critiqué l'absence d'une définition féministe plus substantielle—en particulier la manière dont le gouvernement comprend ce qu'est le féminisme et ce qui fait de la PAIF une politique féministe—, ce qui entrave son potentiel transformateur et conduit à différentes définitions et interprétations des termes clés. Par exemple, des chercheurs et chercheuses⁷⁵ ont discuté de la confusion entre les termes « genre » et « femmes » ou « égalité des genres » avec « l'autonomisation des femmes » au sein de la PAIF. D'autres ont soutenu que la PAIF adopte une compréhension « plate » (*flat*) de l'intersectionnalité, la considérant comme un « modèle additif » d'identités plutôt que comme l'intersection de structures d'oppression, ce qui lui fait perdre ses origines radicales.⁷⁶ Dans le même ordre d'idées, d'autres soutiennent que la PAIF produit une compréhension binaire du genre et que l'on accorde insuffisamment d'importance aux identités à l'intersection d'autres formes d'oppressions, telles que la communauté 2SLGBTQIA+ et les femmes vivant avec un handicap⁷⁷, ce qui a des conséquences sur la portée et l'inclusion de

⁷³ Petrozziello et Hennebry (2025)

⁷⁴ Midzain-Gobin et Dunton (2021)

⁷⁵ Cadesky (2020)

⁷⁶ Mason (2019)

⁷⁷ Morton et al. (2020); Aylward et Brown (2020); Mason (2019); Rao et Delorme (2024)

bénéficiaires divers dans le cadre de la PAIF, de la programmation, du suivi et de l'évaluation, une conclusion également corroborée par le dernier rapport d'audit de la Vérificatrice générale du Canada.⁷⁸

L'absence de définition du féminisme, définie par et avec ses partenaires, peut en limiter le potentiel. Plusieurs études empiriques sur la mise en œuvre du PAIF dans différents contextes révèlent une insuffisance dans l'examen de la manière dont le féminisme est compris, voire rejeté, dans certains contextes, souvent perçu comme une construction occidentale ou une imposition venue de l'étranger, qui ne s'aligne pas toujours avec les priorités locales.⁷⁹ Les résultats d'une étude⁸⁰ ont démontré que les objectifs de la PAIF étaient déconnectés des réalités des communautés où elle a mené ses recherches (îles du Saloum, Sénégal), et qu'ils ne résonnaient pas avec les ambitions des femmes dans ce contexte, ni ne prenaient suffisamment en compte la nécessité de l'implication des hommes de la communauté. L'étude conclut que la PAIF repose sur une vision occidentale des relations de genre, ignorant les contextes postcoloniaux historiques, culturels, sociaux et économiques dans lesquels ces dynamiques de genre se déroulent.

Bien que le Gouvernement du Canada affirme explicitement que la PAIF « est féministe parce qu'elle aborde les causes profondes de la pauvreté à travers une perspective intersectionnelle et féministe, fondée sur les droits humains », ⁸¹ certains ne sont pas d'accord, arguant que la PAIF adopte plutôt une approche instrumentaliste des droits des femmes, en mettant l'accent sur la croissance économique comme un argument capitaliste en faveur des droits des femmes. Pour équilibrer cette critique, il est toutefois important de reconnaître que des données empiriques issues de partenaires montrent que la programmation économique féministe a conduit à des résultats cruciaux en matière d'autonomisation, de pouvoir de décision, de réduction de la pauvreté et d'innovation économique.

Tout de même, de nombreux universitaires ont soutenu que la PAIF appuie l'ordre international néolibéral plutôt que de le remettre en question, créant une tension féministe⁸² et une version néolibérale du féminisme⁸³ qui ne traite pas suffisamment des causes structurelles des inégalités, comme la pauvreté, ni du rôle du Canada dans leur maintien. C'est particulièrement le cas dans le volet d'action « Une croissance qui profite à tous » (lien entre l'égalité de genre et la croissance économique – ou *smart economics*) et dans la dépendance aux mécanismes du marché⁸⁴ pour atteindre l'égalité de genre. Une participante du questionnaire mentionne que:

⁷⁸ Office of the Auditor General of Canada (2023)

⁷⁹ Bouka et al. (2021); Rao et Tiessen (2020)

⁸⁰ Fall et Koziej Lévesque (2022). Voir aussi Rao et Delorme (2023, 10).

⁸¹ Global Affairs Canada (2023e)

⁸² Bouka et al. (2021)

⁸³ Parisi (2020); Morton et al. (2020)

⁸⁴ Certaines praticiennes et universitaires ont critiqué l'initiative du Fonds Égalité en affirmant qu'elle utilisait l'argent « sale » du marché boursier pour « faire du bien ». Pour certaines féministes, l'investissement tenant compte de la dimension de genre (*gender-lens investing*) est incompatible avec un changement féministe transformateur. Pour elles, la promotion par le gouvernement canadien de mécanismes de financement innovants comme moyen d'atteindre les objectifs d'égalité de genre représente une forme de « *gender washing* » qui contribue à la financiarisation du développement (Spronk et St-Pierre-Gaudreault 2025; pour plus de contexte sur ces discussions, voir aussi Amin et Yahaya 2023; Miller et Staszewska 2020).

« Les inégalités de genre et la pauvreté, en général, sont provoquées et soutenues par des systèmes qui en bénéficient. Tant et aussi longtemps que ces systèmes ne seront pas remis en question, il sera difficile de surmonter les barrières que subissent les femmes et les autres groupes vulnérabilisés. Les objectifs sont bien féministes, mais sans remettre en question les systèmes d'oppression, l'approche féministe demeure lacunaire. » Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI)

→ **Leçon apprise:** Cette critique met en lumière un domaine pratique pour un renouveau. Les données indiquent que clarifier les concepts fondamentaux et les définitions opérationnelles autour du féminisme, de l'égalité des genres et de l'intersectionnalité pourrait renforcer la cohérence et la crédibilité des politiques, améliorer la cohérence de leur mise en œuvre et faciliter la mesure et la communication des résultats au public canadien. Pour un gouvernement opérant sous des contraintes fiscales et géopolitiques, une précision conceptuelle accrue pourrait soutenir des orientations plus claires, une programmation plus efficace, et une responsabilité renforcée quant aux résultats. En ce sens, combler les lacunes conceptuelles de la PAIF ne consiste pas tant à redéfinir l'ambition de la politique qu'à rendre ses outils plus utilisables, défendables et alignés sur l'évolution des priorités en matière de politique étrangère.

En pratique, **une autre critique récurrente, issue de l'analyse, est que les méthodes de financement de la PAIF, descendantes, bureaucratiques et opaques, ainsi que ses exigences administratives et de rapport élevées, entravent les partenariats et limitent son potentiel transformateur.** Les partenaires, ainsi que les praticiennes et praticiens de terrain, ont noté que les exigences de reportage institutionnel à AMC sont lourdes et reposent sur des organisations de femmes déjà marginalisées, sous-financées et surchargées de travail. Ils observent également qu'il existe souvent une inadéquation entre les exigences de reportage en gestion axée sur les résultats et une approche féministe du SEA⁸⁵, puisque les changements sociaux ne sont pas facilement mesurés par des méthodes de rapport traditionnelles,⁸⁶ surtout dans des contextes affectés par des conflits et dans des pays confrontés à des « polycrises » complexes, volatiles et multidimensionnelles, comme le Mali.⁸⁷ Ces réflexions ont également été soutenues par un audit récent de la Vérificatrice générale, qui a révélé que la majorité des indicateurs d'AMC n'étaient pas efficaces pour suivre et mesurer les résultats et les impacts des projets, et qu'il existait d'importants problèmes dans les pratiques de gestion de l'information d'AMC, ce qui rendait difficile la démonstration des résultats de la PAIF pour les femmes et les filles.⁸⁸

Comme discuté dans la section 3.2, alors que la PAIF a initié plusieurs changements organisationnels et encouragé les organisations à mieux intégrer les mesures d'égalité de genre dans leur structure, une étude⁸⁹ a constaté que le personnel et l'expertise en genre et les ressources financières dédiées, limitées exerçaient également une pression supplémentaire sur ces organisations, concentrant souvent le fardeau de l'analyse de genre sur un petit nombre de membres du personnel, sans soutien adéquat. Par ailleurs, l'étude met en lumière des obstacles systémiques persistants au sein des mécanismes de financement et de responsabilisation de l'AMC que les répondants ont décrits comme excluants, opaques et bureaucratiques. Ces pratiques

⁸⁵ Global Affairs Canada (2023c)

⁸⁶ Baranyi et Saint-Louis (2025); Bouka et al. (2021)

⁸⁷ Goyet (2025)

⁸⁸ Office of the Auditor General of Canada (2023)

⁸⁹ Rao et Delorme (2024, 9)

continuent de reproduire des relations de pouvoir inégales entre les institutions du Nord et du Sud et risquent de compromettre la confiance dans les partenariats, essentiels aux approches féministes.

Plusieurs évaluations soulignent que la mise en œuvre du programme VLF était intrinsèquement complexe, reflétant à la fois l'ambition et la nouveauté de sa conception féministe. La portée large du programme, le grand nombre de parties prenantes et l'évolution de l'environnement politique rendaient la coordination entre les divisions d'AMC longue et exigeante en ressources.⁹⁰ Cette complexité a été aggravée par des défis internes, notamment la confusion parmi le personnel et les partenaires concernant le codage de genre, ainsi que par des exigences administratives qui se sont avérées lourdes pour les bénéficiaires.⁹¹ D'autre part, comme l'ont souligné des organisations participantes au questionnaire, la codification de genre a également fonctionné comme un mécanisme de « discipline » pour la conception, la mise en œuvre et le SEA des programmes, notamment dans les domaines de la SDSR, de l'éducation et de l'autonomisation économique des femmes, ce qui a favorisé un meilleur alignement avec le genre.

L'évaluation formative de 2022 a souligné que VLF posait des défis particuliers pour la Division de l'égalité de genre à AMC, qui a assumé un rôle élargi sans ajustements correspondants dans les structures, les ressources ou les capacités. Lors du lancement, les systèmes départementaux n'étaient pas entièrement adaptés aux programmes féministes ni au soutien direct aux OSC locales. Les exigences institutionnelles relatives à la passation de marchés, à la diligence raisonnable, au rapport et à la sélection des partenaires constituaient des obstacles importants—en particulier pour les partenaires locaux et nouveaux—et ne reflétaient pas systématiquement les principes féministes d'inclusion, de transparence ou de renforcement des capacités.⁹²

Une contrainte récurrente pour VLF et d'autres initiatives liées à la PAIF était la faible tolérance au risque d'AMC. Les évaluations ont révélé que les approches de gestion des risques n'évoluaient pas suffisamment pour soutenir un financement direct ou indirect des OSC locales et plus petites, ce qui conduisait à une sélection conservatrice des partenaires et à une charge supplémentaire de rapport pour les organisations à capacité moindre. Dans certains cas, les exigences en matière de risques et d'audit étaient transférées aux partenaires de mise en œuvre, ce qui incitait à privilégier des organisations plus grandes et mieux établies, perçues comme des choix « plus sûrs ». Des dynamiques similaires ont été évoquées lors de l'évaluation formative du Fonds Égalité/Partenariat pour l'égalité de genre, renforçant les préoccupations générales quant à l'accès inégal au financement.⁹³

Malgré l'engagement de la PAIF à ne laisser personne de côté, les données indiquent que certains groupes sont laissés pour compte et ne sont pas atteints par ses initiatives, notamment les femmes en situation de handicap, les communautés 2SLGBTQI+, les femmes déplacées et migrantes, ainsi que les petites organisations de femmes, informelles ou non enregistrées, notamment pour des raisons de sécurité, comme les travailleuses du sexe ou les femmes vivant avec le VIH.⁹⁴ Les défis

⁹⁰ Global Affairs Canada (2022c, 20)

⁹¹ Global Affairs Canada (2024b; 2021a); Novović (2020)

⁹² Global Affairs Canada (2022c, 5)

⁹³ Global Affairs Canada (2024b; 2022c; 2023b)

⁹⁴ Baranyi et Saint-Louis (2025); Petrozziello et Hennebry (2025); Parent Long et Dureid (2025); Brayton et al. (2023); Global Affairs Canada (2022c)

liés à la transparence, à la communication et à la cohérence dans les processus d'application et de sélection ont réduit l'accessibilité, les acteurs de la société civile signalant des orientations peu claires et des coûts non rémunérés élevés liés à l'élaboration des propositions.⁹⁵ En même temps, les évaluations reconnaissent que l'approche féministe inclusive et participative de VLF est intrinsèquement exigeante, nécessitant un investissement soutenu en temps et en ressources de la part de tous les acteurs—un engagement qui, bien que difficile, reflète la volonté du Canada de poursuivre un changement transformateur.⁹⁶

→ **Leçon apprise:** Ce défi doit être compris moins comme un défaut de la PAIF elle-même, et plus comme une leçon de conception systémique. Des données provenant de partenaires suggèrent que simplifier les processus de financement, de rapport et de diligence raisonnable, en particulier pour les petites OSC, améliorerait considérablement l'efficacité de la mise en œuvre, la qualité des partenariats et la durabilité des résultats. Des exigences administratives simplifiées et plus proportionnées, tout en maintenant l'engagement envers la qualité, peuvent réduire les coûts de transaction pour le gouvernement et les partenaires, et permettre aux acteurs locaux à fort impact de mieux agir. Dans un contexte fiscal contraint, adapter les mécanismes de financement et de rapport ne consiste donc pas à réduire les standards, mais à améliorer la performance, la responsabilisation et la valeur pour l'argent tout en préservant les composantes de la PAIF qui ont fait leurs preuves en matière de leadership local.

Enfin, les analystes ont noté que les objectifs ambitieux de la PAIF n'étaient pas toujours assortis de ressources financières suffisantes. Dès le début de la PAIF, universitaires, praticiennes et praticiens ont exprimé leur inquiétude face à l'écart entre les objectifs très ambitieux des initiatives de la PAIF et un budget jugé insuffisant.⁹⁷ Comme indiqué dans la section 3.1, malgré d'importants investissements depuis le lancement de la PAIF, tant en termes d'APD qu'en termes d'aide internationale avec des objectifs de genre, celle-ci ne respecte toujours pas la cible recommandée par l'ONU de 0,7 % du revenu national brut. Bien que des augmentations aient été observées dans l'aide bilatérale avec un objectif de genre « significatif » dans tous les domaines d'action de la PAIF, les données indiquent que des améliorations sont nécessaires pour accroître l'aide avec un objectif de genre « principal » dans certains secteurs, notamment l'action humanitaire, le climat, ainsi que le financement de la paix et de la sécurité.⁹⁸ Des ressources insuffisantes ont des conséquences, comme l'attestent certaines données. Par exemple, l'évaluation formative a constaté que certains défis limitaient la capacité des projets VLF à obtenir des résultats importants et transformationnels en matière de genre. Dans de grands pays comme l'Ukraine, les OSC ont indiqué que les subventions étaient trop faibles pour atteindre une large population de bénéficiaires ou pour avoir un impact significatif. La courte durée de la plupart des subventions, inférieure à deux ans, a également entravé la réalisation, la consolidation et le maintien des résultats, suscitant des préoccupations quant à la durabilité.⁹⁹

→ **Leçon apprise:** Une leçon tirée de la PAIF est que des objectifs politiques très ambitieux sont plus efficaces lorsqu'ils sont accompagnés de ressources claires, prévisibles et adaptées en termes

⁹⁵ Women's Rights Policy Group et Canadian Council for International Co-operation (2020)

⁹⁶ Global Affairs Canada (2022c; 2022b; 2021a; 2018)

⁹⁷ Brown et Swiss (2017)

⁹⁸ Dicks et Woroniuk (2023)

⁹⁹ Global Affairs Canada (2022c)

d'étendue. Plusieurs analystes ont noté que le financement n'était pas toujours pleinement aligné avec les ambitions féministes de la politique, ce qui limitait parfois la profondeur et la pérennité des résultats. Dans le contexte fiscal actuel, cela ne signifie pas nécessairement d'augmenter les budgets; il s'agit plutôt d'affiner les priorités, de protéger les flux de financement les plus efficaces et fondés sur des données probantes, et d'assurer une plus grande prévisibilité pour les partenaires. L'alignement des objectifs, des instruments et des ressources renforce la crédibilité de la politique, améliore le rapport qualité-prix (*value for money*) et contribue à ce que les engagements se traduisent par des résultats mesurables.

Malgré les incohérences politiques, les contraintes bureaucratiques et les lacunes conceptuelles évoquées dans cette section, qui ne doivent pas être confondues avec des preuves de sous-performance du secteur, de nombreux résultats documentés de la PAIF ont été atteints grâce à une mise en œuvre adaptative et risquée par des OSC et des partenaires locaux. Les éléments présentés dans cette section soulignent **l'importance d'aborder de manière critique les lacunes de la PAIF, non pas comme des raisons de marginaliser la politique, mais comme des voies essentielles pour renforcer et préserver son avenir.**

5. Conclusions analytiques de l'étude et avenues possibles

La PAIF—ses initiatives phares, ses investissements à grande échelle et ses divers programmes—est ambitieuse, louable et historique. **Les données recueillies et analysées dans le cadre de cette recherche démontrent des impacts positifs tangibles de la PAIF à l'échelle mondiale et mettent en lumière le leadership mondial du Canada en matière d'égalité de genre.**

Cette étude analytique se déroule en période d'incertitude importante. Le budget fédéral de 2025 propose des coupes substantielles dans l'aide internationale et les programmes de santé mondiale, ce qui pourrait marquer un recul par rapport aux engagements de longue date du Canada et reléguer la PAIF au second plan. La réorientation du gouvernement vers des enjeux de sécurité et économiques tels que la défense, le commerce, la compétition géopolitique et la sécurité économique—motivée par un paysage international en rapide évolution—soulève des inquiétudes quant à un éventuel conflit avec ses engagements féministes. Six conclusions analytiques prospectives émergent de cette étude.

Premièrement, **les données examinées dans cette étude indiquent que les fondements féministes de la PAIF—y compris ses définitions, ses objectifs et sa théorie du changement—gagneraient à être mieux articulés** et à faire l'objet d'une réaffirmation, fondée sur les droits humains, l'intersectionnalité et l'analyse du pouvoir. Une définition opérationnelle plus précise du « féminisme » permettrait une interprétation et une mise en œuvre plus cohérentes dans tous les secteurs et départements. Les participantes du questionnaire ont souligné que l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles devraient rester l'objectif central de l'aide internationale du Canada, surtout dans un contexte mondial marqué par la militarisation, la réduction de l'espace civique, le recul démocratique, les mouvements anti-genre et les revers dans les avancées en matière d'égalité de genre, souvent durement acquises. Les résultats de l'étude et du questionnaire mettent en évidence l'importance de réaffirmer et de mettre à jour les principes fondamentaux de la PAIF par le biais de consultations inclusives et d'un examen approfondi de ses huit premières

années. Dans un paysage politique nettement différent de celui de son lancement et sous contraintes budgétaires, un langage plus clair et un cadrage stratégique—tout en conservant les principes féministes essentiels de la politique—pourraient également améliorer la facilité d'utilisation, la cohérence et la solidité de la politique face à l'évolution des priorités gouvernementales.¹⁰⁰

Deuxièmement, **la cohérence politique constitue une contrainte centrale sur l'impact global de la PAIF.** Bien que cette politique ait largement façonné la programmation de l'aide internationale, les données montrent qu'un décalage avec d'autres domaines de la politique étrangère—notamment la sécurité, le commerce, la diplomatie et la réponse aux crises—a parfois affaibli la crédibilité, la cohérence et les résultats. La PAIF a souvent fonctionné dans des silos de développement plutôt que comme un cadre holistique pour l'ensemble du gouvernement. Les résultats de l'étude soulignent l'importance d'une meilleure coordination intergouvernementale et de structures de responsabilité plus claires pour garantir que les engagements en matière d'égalité de genre soient appliqués de manière plus cohérente dans l'ensemble des engagements internationaux du Canada.

Troisièmement, **les données examinées dans ce rapport soulignent l'importance de maintenir le soutien aux organisations féministes et de femmes et aux initiatives féministes menées à l'échelle locale.** Des programmes tels que VLF ont démontré la valeur d'un financement de base, flexible et à long terme pour les OSC et les mouvements féministes. Les partenariats fondés sur la confiance et la prise de décision locale sont essentiels pour concrétiser l'engagement déclaré de la PAIF en faveur d'un développement dirigé localement. Parmi les bonnes pratiques identifiées dans l'étude documentaire et mentionnées par les participantes à l'enquête figurent des arrangements de type « hôte » et des partenariats entre des OSC nationales établies et des organisations locales plus petites, informelles ou non enregistrées. Il existe une forte volonté de transférer plus délibérément le pouvoir, les ressources et les capacités aux acteurs locaux, notamment par le biais de partenariats avec des réseaux représentant des groupes structurellement exclus, ainsi que par des appels ciblés ou des quotas. Les répondantes ont également souligné la nécessité pour le Canada de respecter ses engagements en matière de fenêtres de financement rapides, flexibles et réactives en cas de crise, en particulier dans des contextes à haut risque, ainsi que la mise en place d'une plateforme centralisée pour soutenir les partenaires de mise en œuvre tout au long du cycle du programme, de la soumission de propositions au rapport, accompagnée de mécanismes de rétroaction significatifs.¹⁰¹ Ces recommandations sont particulièrement cruciales, étant donné les importantes réductions d'aide observées récemment à l'échelle mondiale en 2025 et avant cela, qui poussent de nombreuses organisations féministes et de femmes à un « point de rupture » à l'échelle mondiale, selon un rapport récent d'ONU Femmes.¹⁰² Plusieurs études ont montré que le financement de ces organisations, des organisations 2SLGBTQIA+ et des mouvements dirigés par des jeunes apporte des bénéfices importants dans la consolidation de la paix, la résilience démocratique, l'action climatique, la sécurité et la gestion des crises.¹⁰³

¹⁰⁰ Demeke et Imbleau (2025); Whipkey et al. (2025)

¹⁰¹ Global Affairs Canada (2023c); Women's Rights Policy Group et Canadian Council for International Co-operation (2020)

¹⁰² UN Women (2025)

¹⁰³ Women's Rights Policy Group (2025)

Quatrièmement, **les données issues de divers secteurs et organisations participantes ont montré que la PAIF bénéficierait de progrès continus en matière de mesure, d'apprentissage et de gestion des résultats.** La revue documentaire et les participantes au questionnaire ont constamment appelé à une amélioration et à une simplification des systèmes de mesure des résultats, de SEA et du rapport, notamment par des indicateurs plus clairs et une révision de ce qui constitue une « réussite » dans la programmation féministe. Une plus grande transparence, cohérence et fiabilité dans les marqueurs politiques de genre gagneraient à être affinés, parallèlement à des systèmes d'entreprise et à des exigences bureaucratiques mieux adaptés à une programmation féministe menée localement, y compris des mécanismes de rétroaction avec les partenaires pour en améliorer la programmation. Une faible tolérance institutionnelle au risque a été identifiée comme un obstacle majeur à la création de partenariats durables avec des organisations féministes et de femmes, renforçant la nécessité de simplifier les exigences de financement et de rapport, ainsi que d'encourager des approches non traditionnelles, narratives et qualitatives pour le suivi de la performance et de l'impact.¹⁰⁴

Cinquièmement, **le financement demeure un point de pression structurel pour la PAIF.** Les données montrent que, si le Canada a réalisé des investissements importants en faveur de l'égalité de genre dans le cadre de la politique, le financement n'a pas toujours été à la hauteur de l'ampleur ou de la durée de ses ambitions féministes, ce qui a limité la profondeur et la durabilité des résultats dans certains contextes. Par ailleurs, des modèles innovants de financement—tels que le Fonds Égalité— montrent que les objectifs d'égalité de genre peuvent être avancés par le biais d'instruments variés lorsqu'ils sont accompagnés de garanties solides en matière de transparence, de responsabilité et d'accessibilité.

Sixièmement, **dans un contexte de recul démocratique mondial, de réduction de l'espace civique et de résistance croissante à l'égalité de genre et aux politiques étrangères féministes, les données indiquent que la PAIF constitue un atout stratégique important et crédible plutôt qu'un simple élément périphérique.** D'après les résultats du questionnaire, les participantes considèrent que la préservation des avancées de la PAIF est à la fois urgente et pragmatique : cette politique a servi de cadre stabilisateur pour faire progresser l'égalité de genre, la SDSR, les droits des femmes, ainsi que la paix et le développement inclusifs, même lorsque sa mise en œuvre a été imparfaite. Sa valeur ajoutée est la plus grande lorsque l'engagement politique, la cohérence intergouvernementale et des ressources prévisibles sont présents. Les résultats montrent également que la crédibilité et le leadership international du Canada en matière d'égalité de genre, de FPS et d'approches féministes dépendent désormais de la manière dont ces engagements sont respectés concrètement et communiqués efficacement. Un point clé est que la durabilité de la PAIF—et le maintien de ses éléments les plus efficaces—est de plus en plus perçue par les praticiennes et praticiens comme un « test » du leadership canadien face à un recul mondial des droits et du multilatéralisme. En effet, maintenir le leadership du Canada dans les approches féministes, tant au sein des espaces multilatéraux qu'à travers des partenariats avec la société civile, sera essentiel pour préserver l'élan et contrer le recul mondial en matière d'égalité de genre. Cela inclut le maintien des objectifs en matière d'égalité de genre dans les ministères, le renouvellement et la sauvegarde des investissements financiers et programmatiques existants, le renforcement de la responsabilisation et de la transparence publique, ainsi que la poursuite d'un leadership actif dans les espaces féministes multilatéraux tels que le Groupe FFP+, le Réseau des femmes ministres des

¹⁰⁴ Global Affairs Canada (2023c)

Affaires étrangères, ainsi que le G7 et le G20.¹⁰⁵ L'évaluation par les pairs de l'OCDE en 2025 a également souligné l'importance d'une communication publique plus claire des résultats de la PAIF auprès du public canadien, en notant qu'un récit convaincant de l'impact de la PAIF pourrait contribuer à défendre les budgets de développement dans un environnement géopolitique et fiscal contraint.¹⁰⁶

Dans l'ensemble, les éléments examinés dans ce rapport indiquent un bilan crédible des résultats de la PAIF. La PAIF a généré de nombreux changements concrets en matière de ressources, de programmation et de discussions politiques, malgré certaines limites dans la mise en œuvre. Comme le montrent les retours des participantes au questionnaire et l'évaluation formative de plusieurs initiatives de la PAIF, la programmation et le SEA féministe, par exemple, sont intrinsèquement plus longs et plus difficiles; le changement transformateur, y compris au sein des institutions, demande du temps. Les défis et les leçons tirées présentés dans la section 4 ne devraient pas être interprétés comme une raison de marginaliser la PAIF.

Dans l'ensemble, les leçons tirées suggèrent que l'accent devrait être mis sur la préservation de ce qui fonctionne déjà dans le cadre de la PAIF, par la consolidation, la reformulation et le renforcement stratégique. Avec des ajustements ciblés et un engagement politique soutenu, la PAIF est bien placée pour continuer à façonner l'aide internationale du Canada de manière principielle, efficace et adaptable à un environnement mondial en rapide évolution. Les données issues de la revue documentaire et du questionnaire montrent que l'égalité de genre constitue un déterminant structurel influençant les résultats dans des domaines tels que la résilience économique, la paix, la sécurité et la stabilité, l'adaptation climatique et l'efficacité humanitaire. Étant donné que l'objectif initial de la PAIF était de construire un « monde plus pacifique, inclusif et prospère », elle s'aligne sur les priorités actuelles en matière de politique étrangère et de finances.

Par exemple:

- Par divers mécanismes, à la fois VLF et le Fonds Égalité contribuent à renforcer les OSC et féministes dirigées localement, qui fournissent des services de première ligne, préviennent l'instabilité et renforcent la résilience communautaire dans des contextes fragiles et affectés par des conflits, soutenant ainsi directement des objectifs liés à la **prévention des conflits, à la cohésion sociale, ainsi qu'à la stabilité démocratique et économique globale.**
- L'Engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde fournit des résultats mesurables en matière de santé maternelle, de santé sexuelle et reproductive et de nutrition, domaines qui, selon la littérature empirique, sont fortement liés à la **participation au marché du travail, à la réduction de la pauvreté et à la résilience économique à long terme.**
- D'autres initiatives liées à la PAIF, telles que le Plan d'action national FPS, contribuent directement à faire progresser la **gouvernance inclusive, la stabilité, la paix et la prévention des conflits à long terme.**
- Les investissements alignés sur la PAIF dans l'éducation montrent que l'éducation sensible au genre et les parcours vers le travail ne sont pas seulement des interventions basées sur les droits,

¹⁰⁵ OECD (2025b); Whipkey et al. (2025)

¹⁰⁶ OECD (2025b, 9)

mais aussi des investissements stratégiques pour la **stabilité et la résilience économique à long terme**.

- Les investissements liés à la PAIF, en lien avec l'autonomisation économique des femmes, l'accès aux services financiers, la littératie financière, la prise de décision et le développement des compétences, sont conformes à la littérature qui montre que de tels investissements renforcent la participation des femmes sur le marché du travail, favorisent la formalisation du travail et élargissent l'accès à un emploi décent ainsi qu'à des produits et services financiers.¹⁰⁷ Ces approches s'alignent sur les objectifs actuels du Canada en matière de **commerce et de résilience économique**.
- Les données issues de la littérature montrent que les chocs climatiques interagissent avec les inégalités de genre existantes de manière à accroître les risques pour les femmes, les filles et les communautés marginalisées. Les programmes intégrant des approches transformatrices du genre dans la gouvernance climatique, l'énergie propre et l'agriculture intelligente face au climat peuvent améliorer la capacité d'adaptation et réduire la vulnérabilité à long terme.¹⁰⁸ Présentés ainsi, les investissements climatiques de la PAIF soutiennent aujourd'hui les priorités en matière de **résilience climatique, de transition énergétique et de réduction des risques**.
- Les données montrent que les conflits exacerbent les inégalités de genre, la pauvreté, l'instabilité et l'insécurité climatique; en revanche, les investissements en faveur de l'égalité de genre ont des effets positifs de retombée sur la stabilité, la paix et la croissance économique. Des décennies de preuves empiriques ont montré que la participation significative des femmes aux processus décisionnels liés à la paix et à la sécurité, y compris les processus de paix, est associée à une confiance institutionnelle accrue et à des résultats de paix plus durables.¹⁰⁹ Les investissements liés à la PAIF, en particulier ceux qui renforcent la mise en œuvre de l'agenda FPS, s'alignent directement sur des objectifs plus larges de **stabilité, de prévention des conflits et d'engagement multilatéral crédible**.

Ensemble, ces initiatives ne constituent pas de simples programmes sociaux périphériques, mais des **investissements stratégiques dans le capital humain, la résilience institutionnelle et la croissance inclusive**. Elles offrent des plateformes de mise en œuvre éprouvées, des partenariats de confiance et une crédibilité mondiale sur lesquels le Canada peut continuer à s'appuyer, en s'articulant autour des priorités actuelles en matière de sécurité, de prospérité et d'aide internationale efficace et fondée sur des principes. Comme le mentionne le *Women's Rights Policy Group*,¹¹⁰ l'engagement historique du Canada en faveur de l'aide internationale féministe s'inscrit dans ses priorités actuelles, notamment le renforcement de la résilience économique et commerciale, la promotion des valeurs démocratiques, l'efficacité du développement international et la stabilité mondiale.

Les résultats de l'étude soulignent un besoin plus large de recontextualiser la PAIF et l'égalité de genre non pas comme une priorité marginale ou nichée, mais comme **un pilier stratégique soutenant la mise en œuvre de la politique étrangère et des priorités fiscales évolutives du Canada, tout en reflétant les valeurs canadiennes**. Comme l'ont noté certaines participantes, la pertinence de la PAIF sera jugée par sa capacité à aider le Canada à répondre aux risques futurs.

¹⁰⁷ UN Women (n.d.)

¹⁰⁸ UN Women (n.d.)

¹⁰⁹ UN Women (n.d.)

¹¹⁰ Women's Rights Policy Group (2025)

Dans cette optique, maintenir et renforcer la PAIF peut signifier à la fois préserver des principes féministes de longue date et exercer une anticipation stratégique. Dans le contexte de la « polycrise »—instabilités géopolitiques, chocs climatiques, conflits prolongés, reculs en matière de droits humains et déclin de la démocratie—, lutter contre les inégalités de genre constitue également une stratégie de gestion des risques: des investissements soutenus dès maintenant peuvent contribuer à réduire les coûts humanitaires, sécuritaires et économiques du futur.

En résumé, les données présentées dans ce rapport montrent que déprioriser la PAIF pourrait entraîner des coûts stratégiques et opérationnels plus élevés que le maintien de celle-ci en tant que cadre central de l'aide internationale du Canada. Comme le mentionne le *Women's Rights Policy Group*¹¹¹, « sans la PAIF et ses mesures de protection, l'aide internationale risquerait de devenir plus instrumentale et moins alignée sur la réduction de la pauvreté, la stabilité mondiale et les droits humains ». L'analyse dans ce rapport indique que réduire le rôle de la PAIF pourrait conduire à une approche politique plus fragmentée, fragilisant des partenariats et des investissements durement acquis, et diminuant la crédibilité internationale, alors que le Canada a su faire preuve de leadership reconnu à un moment où l'égalité de genre fait face à une opposition croissante à l'échelle mondiale. Reconstruire par la suite des cadres, des partenariats et un leadership politique comparables nécessiterait probablement beaucoup plus de temps et de ressources que de maintenir et d'adapter ceux déjà en place depuis huit ans.

Références

- Amin, Sanam, and Diyana Yahaya. 2023. *Gender Impact Investing & The Rise of False Solutions: An Analysis for Feminist Movements*. Association for Women's Rights in Development (AWID). <https://www.awid.org/report-gender-impact-investing>.
- Aylward, Erin, and Stephen Brown. 2020. "Sexual Orientation and Gender Identity in Canada's 'Feminist' International Assistance." *International Journal* 75 (3): 313–28. <https://doi.org/10.1177/0020702020953425>.
- Baranyi, Stephen, Jody-Ann Anderson, Safo Musta, and Nancy Saint-Louis. 2025. *What Future for Canada's FIAP? Insights from Latin America and the Caribbean – Centre for International Policy Studies*. <https://www.cips-cepi.ca/2025/06/06/what-future-for-canadas-fiap-insights-from-latin-america-and-the-caribbean/>.
- Baranyi, Stephen, and Nancy Saint-Louis. 2025. "La PAIF Du Canada A-t-Elle Changé La Coopération Avec Haïti?" *Canadian Foreign Policy Journal*, December 24. World. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/11926422.2025.2603704>.
- Beaulieu, Kim. 2025. "In Search of Legitimacy? Canada's Strategic Adoption of Feminist Branding in Its Foreign Policy." *Canadian Journal of Political Science/Revue Canadienne de Science Politique* 58 (2): 339–60. <https://doi.org/10.1017/S0008423925100401>.

¹¹¹ Women's Rights Policy Group (2025)

- Bouka, Yolande, Stéfanie von Hlatky, Stéphanie Martel, Sarah-Myriam Martin-Brûlé, Maria Martin de Almagro Iniesta, and Marie-Joëlle Zahar. 2021. “La Politique Étrangère Du Canada Est-Elle Réellement Féministe ? Bilan et Recommandations.” *Réseau d’analyse Stratégique (RAS)*. <https://ras-nsa.ca/fr/publication/la-politique-etrangere-du-canada-est-elle-reellement-feministe-bilan-et-recommandations/>.
- Brayton, Bonnie, Deborah Stienstra, and Anne Delorme. 2023. *Women and Girls with Disabilities: A Briefing Paper on ODA at the Crossroads of Disability and Gender*. DAWN Canada, EDID-GHDI, and Humanity & Inclusion Canada. https://edid-ghdi.ca/wp-content/uploads/2023/12/HI_Note_Women-And-Girls-With-Disabilities.pdf.
- Brown, Stephen, and Liam Swiss. 2017. “Canada’s Feminist International Assistance Policy: Game Changer or Fig Leaf?” In *How Ottawa Spends, 2017-2018*, Katherine A. H. Graham and Allan M. Maslove. https://www.academia.edu/35012195/Canada_s_Feminist_International_Assistance_Policy_Game_Changer_or_Fig_Leaf.
- Cadesky, Jessica. 2020. “Built on Shaky Ground: Reflections on Canada’s Feminist International Assistance Policy.” *International Journal* 75 (3): 298–312. <https://doi.org/10.1177/0020702020953424>.
- CECI. 2022. *Rencontres de Dakar 12 Au 15 Décembre 2022 Apprentissages et Réflexions*. CECI. Internal document shared with the author.
- Chapnick, Adam. 2019. “The Origins of Canada’s Feminist Foreign Policy.” *International Journal: Canada’s Journal of Global Policy Analysis* 74 (2): 191–205. <https://doi.org/10.1177/0020702019850827>.
- Daigle, Megan. 2024. *Humanitarian Action in the Era of Feminist Foreign Policy Narratives, Ambition and Opposition in Canada and Germany*. Humanitarian Policy Group, ODI Global. https://media.odi.org/documents/Narratives_FFP_case_study_Dec24.pdf.
- Demeke, Yohanan, and Sasha Imbleau. 2025. *WHAT WE HEARD REPORT: Canada’s Feminist International Assistance Policy After Eight Years*. Centre for International Policy Studies (CIPS), the Gender, Peace, and Development Research Network (GPD-RN), the Research Network on Women, Peace and Security (RN-WPS). <https://static1.squarespace.com/static/66956cdbc025c56b9ac3aebd/t/68fa7f6e76e3ae253f19ca88/1761247086613/FIAP+-+WHAT+WE+HEARD+REPORT+-+FINAL.pdf>.
- Deschamps-Laporte, Laurence, and Bénédicte Santoire. 2026. “Co-Existence or Competition? The Discursive and Normative Politics of the Women, Peace and Security Agenda and Feminist Foreign Policies.” In *Feminist Foreign Policy Energy and Resistance*, Columba Achilleos-Sarll, Toni Haastrup and Jennifer Thomson. Bristol University Press. <https://bristoluniversitypress.co.uk/feminist-foreign-policy>.
- Dicks, Heather, and Beth Woroniuk. 2023. *Follow the Money: A Quantitative Review of Canada’s Gender Equality International Assistance Investments*. Equality Fund. equalityfund.ca/policy/follow-the-money.

- Donor Tracker. 2023. “Canada/Gender Equality.” Donor Tracker, an Initiative by SEEK Development. <https://public.flourish.studio/story/1778443/>.
- Fall, Marie, and Camille-Amelie Koziej Lévesque. 2022. “Promouvoir l’égalité femme/homme dans les projets d’adaptation au changement climatique des îles du Saloum au Sénégal : les angles morts de la Politique d’aide internationale féministe du Canada.” *Bulletin de l’association de géographes français. Géographies* 99 (Numéro 3): 476–93. <https://doi.org/10.4000/bagf.10058>.
- Fondation Paul Gérin-Lajoie, and CECI. 2025. *Améliorer l’éducation Des Filles et Des Femmes Au Burundi, En République Démocratique Du Congo et Rwanda. Rapport d’impact Du Project ÉDUFAM • 2020-2025*. Fondation Paul Gérin-Lajoie and CECI. Internal report shared privately to the author.
- Global Affairs Canada. 2017. *Canada’s Feminist International Assistance Policy*. Global Affairs Canada. https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_developpement-enjeux_developpement/priorities-priorites/policy-politique.aspx?lang=eng.
- Global Affairs Canada. 2018. *Evaluation of International Assistance Programming in Colombia, 2011-12 to 2017-18 – Summary Report*. <https://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/evaluation/2018/columbia-columbie.aspx?lang=eng>.
- Global Affairs Canada. 2019. “Canada Announces New Funds in Support of LGBTQ2 Rights.” News releases. February 7. <https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2019/02/canada-announces-new-funds-in-support-of-lgbtq2-rights.html>.
- Global Affairs Canada. 2020a. “Canada Announces New Women, Peace and Security Agenda Initiatives to Mark 20th Anniversary of UN Security Council Resolution 1325.” News releases. October 30. <https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2020/10/canada-announces-new-women-peace-and-security-agenda-initiatives-to-mark-20th-anniversary-of-un-security-council-resolution-1325.html>.
- Global Affairs Canada. 2020b. “Report to Parliament on the Government of Canada’s International Assistance 2018-2019.” GAC, May 8. <https://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/odaaa-lrmado/report-rapport-18-19.aspx?lang=eng>.
- Global Affairs Canada. 2021a. *Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls in the Middle East and the Maghreb, 2015-16 to 2019-20*. <https://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/evaluation/2021/empowerment-pouvoir.aspx?lang=eng>.
- Global Affairs Canada. 2021b. *Report to Parliament on the Government of Canada’s International Assistance 2019-2020*. <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/international-assistance-report-rapport-aide-internationale/2019-2020.aspx?lang=eng>.
- Global Affairs Canada. 2021c. *Report to Parliament on the Government of Canada’s International Assistance 2020-2021*. <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/international-assistance-report-rapport-aide-internationale/2020-2021.aspx?lang=eng>.

- transparence/international-assistance-report-rapport-aide-internationale/2020-2021.aspx?lang=eng.
- Global Affairs Canada. 2022a. “Canada’s 10-Year Commitment to Global Health and Rights.” GAC, December 22. https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_developpement-enjeux_developpement/priorities-priorites/commitment-health-rights-engagement-sante-droits.aspx?lang=eng.
- Global Affairs Canada. 2022b. *Evaluation of the Partnerships for Development Innovation Branch, 2015-16 to 2019-20*. <https://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/evaluation/2021/evaluation-partnerships-partenariats.aspx?lang=eng>.
- Global Affairs Canada. 2022c. *Women’s Voice and Leadership Program Formative Evaluation*. Government of Canada. <https://www.international.gc.ca/transparence-transparence/audit-evaluation-verification/2022/2022-05-wvl-vlf.aspx?lang=eng>.
- Global Affairs Canada. 2023a. “10-Year Commitment to Global Health and Rights: Annual Report for 2021-2022.” GAC, November 9. <https://www.international.gc.ca/transparence-transparence/global-health-sante-mondiale/2021-2022.aspx?lang=eng>.
- Global Affairs Canada. 2023b. *Evaluation of the Canada Fund for Local Initiatives (CFLI), 2015-16 to 2020-21*. Government of Canada. <https://www.international.gc.ca/transparence-transparence/audit-evaluation-verification/2022/cfli-fcil-report.aspx?lang=eng>.
- Global Affairs Canada. 2023c. “Renewal of the Women’s Voice and Leadership Program: What We Heard Report.” Government of Canada. <https://www.international.gc.ca/transparence-transparence/global-health-sante-mondiale/women-voice-leadership-voix-leadership-femms.aspx?lang=eng>.
- Global Affairs Canada. 2023d. *Report to Parliament on the Government of Canada’s International Assistance 2021-2022*. <https://www.international.gc.ca/transparence-transparence/international-assistance-report-rapport-aide-internationale/2021-2022.aspx?lang=eng>.
- Global Affairs Canada. 2023e. “Why No One Is Left behind by a Feminist International Assistance Policy.” GAC, June 15. https://www.international.gc.ca/world-monde/stories-histoires/2023/2023-06-feminist-assistance_aide-feministe.aspx?lang=eng.
- Global Affairs Canada. 2024a. *10-Year Commitment to Global Health and Rights: Annual Report for 2022-2023*. Government of Canada. <https://www.international.gc.ca/transparence-transparence/global-health-sante-mondiale/2022-2023.aspx?lang=eng>.
- Global Affairs Canada. 2024b. *Formative Evaluation of the Partnership for Gender Equality*. Government of Canada. <https://www.international.gc.ca/transparence-transparence/audit-evaluation-verification/2024/pge-report-rapport.aspx?lang=eng>.
- Global Affairs Canada. 2024c. *Foundations for Peace: Canada’s National Action Plan on Women, Peace and Security – 2023 to 2029*. Government of Canada.

<https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/women-peace-security-femmes-paix-securite/2023-2029-foundation-peace-fondation-paix.aspx?lang=eng>.

Global Affairs Canada. 2024d. *Report to Parliament on the Government of Canada's International Assistance 2022-2023*. <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/international-assistance-report-rapport-aide-internationale/2022-2023.aspx?lang=eng>.

Global Affairs Canada. 2025a. "Backgrounder: Canada Announces Projects to Advance Gender Equality and Empower Women and Girls." *Backgrounders*. March 8. <https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2025/03/backgrounder-canada-announces-projects-to-advance-gender-equality-and-empower-women-and-girls.html>.

Global Affairs Canada. 2025b. "Report to Parliament on the Government of Canada's International Assistance 2023-2024." GAC, July 28. <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/international-assistance-report-rapport-aide-internationale/2023-2024.aspx?lang=eng>.

Global Affairs Canada. 2025c. "Women's Voice and Leadership Program." Government of Canada. https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/gender_equality-egalite_des_genres/wvl_projects-projets_vlf.aspx?lang=eng.

Global Affairs Canada. n.d. "DevData Dashboard." Government of Canada. Accessed January 14, 2026. <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/international-assistance-report-stat-rapport-aide-internationale/dashboard-tableau-bord.aspx?lang=eng>.

Goyet, Gabrielle. 2025. "L'aide Au Développement En Contexte de Polycrise : Une Voie Féministe Comme Alternative Durable?" *Recherche et Politique Appliquée* 1 (1): 26–44. <https://doi.org/10.17118/11143/22559>.

KAIROS. 2024. *Read KAIROS WPS' Six Transformative Years – At a Glance |*. KAIROS. https://kairoscanada.org/wp-content/uploads/2024/07/KAIROS_WPS_6Years_Briefing_ENG_FINAL.pdf?_ga=2.223542046.483919046.1768107001-1625020907.1768107001.

Krause, Jana, Werner Krause, and Piia Bränfors. 2018. "Women's Participation in Peace Negotiations and the Durability of Peace." *International Interactions* 44 (6): 985–1016. <https://doi.org/10.1080/03050629.2018.1492386>.

Leclerc, Katrina. 2025. "Feminist Government but No Feminist Foreign Policy: The Curious Case of Canada." *Politics & Gender*, July 22, 1–6. <https://doi.org/10.1017/S1743923X25100196>.

Mason, Corinne L. 2019. "Buzzwords and Fuzzwords: Flattening Intersectionality in Canadian Aid." *Canadian Foreign Policy Journal* 25 (2): 203–19. <https://doi.org/10.1080/11926422.2019.1592002>.

- Midzain-Gobin, Liam, and Caroline Dunton. 2021. “Renewing Relationships? Solitudes, Decolonisation, and Feminist International Policy.” *Millennium* 50 (1): 29–54. <https://doi.org/10.1177/03058298211050956>.
- Miller, Kellea, and Kasia Staszewska. 2020. *High Hopes and High Expectations for Resourcing Feminist Movements: Recommendations to the Equality Fund*. Association for Women’s Rights in Development (AWID). https://www.awid.org/sites/default/files/2025-02/equality_fund_english.pdf.
- Morton, Sam E., Judyannet Muchiri, and Liam Swiss. 2020. “Which Feminism(s)? For Whom? Intersectionality in Canada’s Feminist International Assistance Policy.” *International Journal* 75 (3): 329–48. <https://doi.org/10.1177/0020702020953420>.
- Novović, Gloria. 2020. *Réflexion Sur l’avenir de La Politique d’aide Internationale Féministe Du Canada*. Canadian Council for International Co-operation and Women’s Rights Policy Group.
- OECD. 2025a. *Development Co-Operation Profiles: Canada*. Country note. [https://www.oecd.org/en/publications/development-co-operation-profiles_04b376d7-en/canada_0c742aaa-en.html#:~:text=The%202025%20OECD%20DAC%20Peer,Tools%20Insights%20Practices%20\(TIPs\)](https://www.oecd.org/en/publications/development-co-operation-profiles_04b376d7-en/canada_0c742aaa-en.html#:~:text=The%202025%20OECD%20DAC%20Peer,Tools%20Insights%20Practices%20(TIPs)).
- OECD. 2025b. *OECD Development Co-Operation Peer Reviews: Canada 2025*. OECD Publishing. https://www.oecd.org/en/publications/oecd-development-co-operation-peer-reviews-canada-2025_fcd70ea1-en.html.
- OECD. 2025c. “Official Development Assistance (ODA).” <https://www.oecd.org/en/topics/official-development-assistance-oda.html>.
- OECD. n.d. “Development Finance for Gender Equality - Canada.” OECD. Accessed January 13, 2026. <https://www.oecd.org/en/data/dashboards/development-finance-for-gender-equality.html>.
- Office of the Auditor General of Canada. 2023. *Report 4—International Assistance in Support of Gender Equality—Global Affairs Canada*. https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/English/parl_oag_202303_04_e_44207.html.
- Parent Long, Brianna, and Muzna Dureid. 2025. *Forced Displacement and Canada’s Feminist Foreign Policy: What Is Missing?* Accessibility Institute at Carleton University. <https://carleton.ca/lernn/2025/forced-displacement-and-canadas-feminist-foreign-policy-what-is-missing/>.
- Parisi, Laura. 2020. “Canada’s New Feminist International Assistance Policy: Business as Usual?” *Foreign Policy Analysis* 16 (2): 163–80. <https://doi.org/10.1093/fpa/orz027>.

- Petrozziello, Allison J., and Jenna L. Hennebry. 2025. "Making Migration Part of Canada's Feminist Foreign Policy Future." *International Journal: Canada's Journal of Global Policy Analysis* 80 (4): 642–60. <https://doi.org/10.1177/00207020251397654>.
- Plan International Canada. 2022. *Gender-Transformative Health Programming*. Plan International Canada. <https://plca-p-001.sitecorecontenthub.cloud/api/public/content/d9f95bb7768c45a3935b9cc25041e79b?v=ed3a6702>.
- Plan International Canada. no date. *SHOW Project Results and Lessons Learned Dissemination*. Plan International Canada. <https://plca-p-001.sitecorecontenthub.cloud/api/public/content/4bd7f88dbbb04d2aaeb0524ba749459f?v=9624965a>.
- Plouffe, Véronique. 2025. "Canada's Claim That It Champions Human Rights Is at Odds with Its Mining Practices." *The Conversation*, January 26. <https://doi.org/10.64628/AAM.uencsh9ya>.
- Potvin, Jacqueline, and Mayme Lefurgey. 2025. "'Canada Remains Deeply Concerned': (De)Politicized Feminist Foreign Aid, Settler Colonialism and Reproductive Justice in Occupied Gaza." *Canadian Foreign Policy Journal* 31 (1): 35–56. <https://doi.org/10.1080/11926422.2024.2416893>.
- Rao, Sheila. 2020. *Report: Organizational and Human Resource Capacity for Addressing Gender Equality: Civil Society Engagement with the Feminist International Assistance Policy*. CCIC, CASID and le CQFD de l'AQOCI. <https://cooperation.ca/report-organizational-and-human-resource-capacity-for-addressing-gender-equality-civil-society-engagement-with-the-feminist-international-assistance-policy/>.
- Rao, Sheila, and Anne Delorme. 2024. "Transformative Organizational and Programmatic Change? Civil Society Responses to the Canadian Feminist International Assistance Policy." *Development Policy Review* 42 (3): e12773. <https://doi.org/10.1111/dpr.12773>.
- Rao, Sheila, and Rebecca Tiessen. 2020. "Whose Feminism(s)? Overseas Partner Organizations' Perceptions of Canada's Feminist International Assistance Policy." *International Journal: Canada's Journal of Global Policy Analysis* 75 (3): 349–66. <https://doi.org/10.1177/0020702020960120>.
- Santoire, Bénédicte. 2021. "Pour Une Politique Étrangère Féministe Cohérente." Centre for International Policy Studies. <https://www.cips-cepi.ca/2021/06/04/apour-une-politique-etrangere-feministe-coherentauto-draft/>.
- Seck, Sara, and Penelope Simons. 2018. "Resource Extraction and the Human Rights of Women and Girls: Resource Extraction and the Human Rights of Women and Girls: Policy Recommendations Associated with the Feminist Policy Recommendations Associated with the Feminist International Assistance Policy." *Dalhousie University Schulich School of Law* 7 (1): 1–13.

- Spronk, Susan, and Julie St-Pierre-Gaudreault. 2025. “La politique d’aide internationale féministe du Canada et les financements innovants : FinDev, le Fonds Égalité et la financiarisation du développement.” *Politique et Sociétés* 44 (2): 153–75. <https://doi.org/10.7202/1118478ar>.
- Swan, Emma. 2021. “‘The Personal Is Political!’: Exploring the Limits of Canada’s Feminist International Assistance Policy under Occupation and Blockade.” *Canadian Foreign Policy Journal* 27 (1): 117–35. <https://doi.org/10.1080/11926422.2020.1805340>.
- The Feminist Foreign Policy Working Group. 2020. “Conversations on Canada’s Feminist Foreign Policy.” <https://amnesty.ca/what-we-do/feminist-foreign-policy/>.
- Thomson, Jennifer. 2020. “What’s Feminist about Feminist Foreign Policy? Sweden’s and Canada’s Foreign Policy Agendas.” *International Studies Perspectives* 21 (4): 424–37. <https://doi.org/10.1093/isp/ekz032>.
- Tiessen, Rebecca. 2019. *What’s New about Canada’s Feminist International Assistance Policy: The Problem and Possibilities of ‘More of the Same.’* Canadian Global Affairs Institute. https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/cdfai/pages/4335/attachments/original/1576705518/Whats_New_about_Canadas_Feminist_International_Assistance_Policy_The_Problem_and_Possibilities_of_More_of_the_Same.pdf?1576705518.
- Tiessen, Rebecca, and Krystel Carrier. 2015. “The Erasure of ‘Gender’ in Canadian Foreign Policy under the Harper Conservatives: The Significance of the Discursive Shift from ‘Gender Equality’ to ‘Equality between Women and Men.’” *Canadian Foreign Policy Journal* 21 (2): 95–111. <https://doi.org/10.1080/11926422.2014.977310>.
- Tiessen, Rebecca, and Emma Swan. 2018. “Canada’s Feminist Foreign Policy Promises: An Ambitious Agenda for Gender Equality, Human Rights, Peace, and Security.” In *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy*, edited by Norman Hillmer and Philippe Lagassé. Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-73860-4_10.
- Tomlin, Jess. 2023. “Canada’s Feminist International Assistance Policy Is Key to Addressing Our Biggest Global Challenges.” *Equality Fund Fonds Égalité*, March 27. <https://equalityfund.ca/policy/canadas-feminist-international-assistance-policy-is-key-to-addressing-our-biggest-global-challenges/>.
- Tomlin, Jess. 2025. “Does Canada Have a Feminist Foreign Policy? Actually, We Do. And We Are Proof It Works.” *Equality Fund*, November 27. <https://equalityfund.ca/policy/does-canada-have-a-feminist-foreign-policy/>.
- UN Women. 2025. *At a Breaking Point: The Impact of Foreign Aid Cuts on Women’s Organizations in Humanitarian Crises Worldwide*. UN Women. <https://www.unwomen.org/sites/default/files/2025-05/at-a-breaking-point-the-impact-of-foreign-aid-cuts-on-womens-organizations-in-humanitarian-crises-worldwide-en.pdf>.

- UN Women. n.d. “Facts and Figures: Women, Peace, and Security.” UN Women – Headquarters, October 20. <https://www.unwomen.org/en/articles/facts-and-figures/facts-and-figures-women-peace-and-security>.
- UN Women. n.d. “Facts and Figures: Economic Empowerment.” UN Women – Headquarters. Accessed February 9, 2026. <https://www.unwomen.org/en/what-we-do/economic-empowerment/facts-and-figures>.
- Vucetic, Srdjan. 2017. “A Nation of Feminist Arms Dealers? Canada and Military Exports.” *International Journal* 72 (4): 503–19. <https://doi.org/10.1177/0020702017740156>.
- Whipkey, Katie M., Spogmay Ahmed, and Lyric Thompson. 2025. *Defining Feminist Foreign Policy 2025*. Feminist Foreign Policy Collaborative. https://static1.squarespace.com/static/637d4cec8d2cf97e81431a25/t/69036fde82b34e3f369a446c/1761832926604/Defining+Feminist+Foreign+Policy+2025_Full_FFPC.pdf.
- Women’s Rights Policy Group. 2025. “Canada’s International Assistance in a Changing Context: Red Lines from the Women’s Rights Policy Group.” Internal document.
- Women’s Rights Policy Group and Canadian Council for International Co-operation. 2020. *An Analysis of Civil Society Organizations’ Experiences with the Women’s Voice and Leadership Program*. Canadian Council for International Co-operation and Women’s Rights Policy Group.
- Woroniuk, Beth. 2022a. “Canada’s Feminist International Assistance Policy Turns Five - Part 2.” *Equality Fund*, July 25. <https://equalityfund.ca/uncategorized/canadas-feminist-international-assistance-policy-turns-five-part-2/>.
- Woroniuk, Beth. 2022b. “Happy Fifth Anniversary to Canada’s Feminist International Assistance Policy.” *Equality Fund*, July 25. <https://equalityfund.ca/policy/happy-fifth-anniversary-to-canadas-feminist-international-assistance-policy/>.
- Woroniuk, Beth. 2025. *Feminist Foreign Policy and Development Finance for Gender Equality: Momentum Under Threat? An Update of the 2022 Assessment of Commitments Report*. Feminist Foreign Policy Collaborative. <https://www.ffpcollaborative.org/ffp-dev-finance-for-ge-2025>.

Annexe 1: Méthodologie du rapport

Ce rapport s'appuie sur une méthodologie mixte. Tout d'abord, une revue documentaire de données secondaires (articles académiques et rapports d'évaluation produits par des *think tanks*, centres de recherche, organisations partenaires, réseaux de la société civile et ONG) et de données primaires (données ouvertes du gouvernement et données de l'OCDE-CAD). Une combinaison de quatre bases de données de recherche (Google, Google Scholar, le Portail ouvert du gouvernement du Canada et le référentiel du FFP Collaborative) a été utilisée pour cartographier et identifier les documents pertinents, en recourant à une variété de mots-clés pour localiser les sources. Ensuite, Coopération Canada a distribué un questionnaire à ses membres organisationnels et 14 réponses ont été recueillies.¹¹² Leurs réponses ont été utiles pour la cartographie et l'analyse des données (permettant d'identifier les sources internes de leurs organisations ou de celles de leurs partenaires, ainsi que leurs réflexions sur la PAIF).

Les sources ont été réparties en quatre grandes catégories pour l'analyse : 1) politique, 2) gouvernement, 3) académique et 4) résultats du questionnaire mené auprès des membres de Coopération Canada. La catégorie politique inclut la documentation, telle que des rapports, évaluations, notes de politique, blogs et récits/études de cas, produite par la société civile, les ONG, les *think tanks*, les partenaires de mise en œuvre, les bénéficiaires de la PAIF, ainsi que par des organisations internationales et intergouvernementales telles que l'OCDE-CAD. Bien qu'il s'agisse d'une catégorie large, il était difficile de les distinguer, car elles interagissaient souvent via des partenariats de mise en œuvre ou d'apprentissage (par exemple, le Groupe de travail sur la politique étrangère féministe, le Groupe de politique sur les droits des femmes, etc.). La catégorie gouvernement inclut la documentation produite par le gouvernement, le Bureau de l'auditeur général du Canada et d'autres agences fédérales, telles qu'Affaires mondiales Canada, à travers des rapports d'évaluation formative, des audits, des rapports annuels au Parlement sur l'aide internationale, des pages Web, et des bases de données. La catégorie académique comprend des articles scientifiques évalués par des pairs et des chapitres de livres portant spécifiquement sur la PAIF (les thèses ou sources académiques proposant uniquement des arguments ou des réflexions théoriques et discursives, sans matériel empirique, n'ont pas été incluses dans cet échantillon).

Reconnaissant l'étendue du matériel lié à la PAIF, ce rapport n'avait pas pour but d'effectuer une évaluation exhaustive de toutes les références à la politique. En tant qu'initiative fortement décentralisée, la quantité de matériel en ligne et hors ligne (qui n'est pas toujours accessible au public), ainsi que l'utilisation incohérente¹¹³ du label « PAIF » dans les rapports et la

¹¹² Des organisations suivantes: Acted Canada, CARE Canada, Plan International Canada, Fós Feminista Canada, Action Canada for Sexual Health and Rights, Equality Fund, World University Service of Canada, Humanity & Inclusion Canada, Oxfam Canada, Save the Children Canada, the Humanitarian Policy Group (ODI Global), Inter Pares, KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives, SOCODEVI, et Avocats sans Frontières Canada. Les organisations québécoises ont été directement contactées par l'autrice afin d'assurer une représentation francophone dans l'étude: la Fondation Paul-Gérin Lajoie et le CECL a partagé de la documentation interne avec l'autrice.

¹¹³ Par exemple, les membres de Coopération Canada nous ont communiqué certains rapports d'évaluation de programmes dans le cadre de l'enquête, mais ceux-ci ne sont pas toujours explicitement identifiés comme faisant partie de la PAIF, ce qui rend difficile leur localisation dans le domaine public. Bien qu'il existe de nombreuses données sur la PAIF, il existe encore plus d'informations disponibles sur la politique étrangère féministe, qui est parfois utilisée de manière interchangeable avec la PAIF dans le contexte canadien, mais l'étude a ciblé la recherche plus spécifiquement

documentation des partenaires, rendent une exhaustivité totale ni réalisable ni méthodologiquement pertinente. L'étude a plutôt adopté une approche rigoureuse de recherche triangulée, combinant des recherches structurées dans des bases de données, la cartographie de la littérature grise et académique, ainsi que des revues ciblées de documents en anglais et en français (bien qu'il y ait davantage de ressources en anglais). Ont été exclus les articles de presse, communiqués, tribunes (*op-eds*) et commentaires. Grâce à cette méthode, la sélection des sources privilégiait leur pertinence (c'est-à-dire qu'au moins une partie significative de la source abordait la PAIF), la preuve empirique, et un lien clair avec les initiatives et/ou le financement de la PAIF, renforçant ainsi la fiabilité des résultats. La revue documentaire a également intégré une approche itérative et « boule de neige », en vérifiant les références et les pistes de citation dans les sources identifiées, afin de s'assurer que les documents majeurs et fréquemment cités étaient inclus.

Bien que plus de 100 documents et pages Web aient été parcourus et consultés pour évaluer leur pertinence, au total, un échantillon de **N=86** sources a été sélectionné, codé thématiquement et analysé dans NVivo¹¹⁴: n=14 pour le questionnaire, n=18 dans le milieu académique, n=23 dans le secteur gouvernemental et n=31 dans le secteur politique.

sur la PAIF autant que possible. Pour une analyse narrative plus approfondie des liens et des recoupements entre la politique étrangère féministe, la PAIF et l'agenda FPS, voir : (Deschamps-Laporte and Santoro, sous presse).

¹¹⁴ NVivo est un logiciel de traitement de données qualitatives.

Annexe 2: Questions du questionnaire

Les questions suivantes, gérées par le *Women's Rights Policy Group* et Coopération Canada, concernent une enquête menée d'octobre à décembre 2025 (en anglais et en français).

1. Nom de votre organisation (facultatif)
2. Votre organisation a-t-elle réalisé des revues, évaluations ou analyses internes ou externes sur la manière dont la PAIF a influencé votre programmation, vos partenariats ou vos résultats?
3. Votre organisation a-t-elle participé à, mandaté ou contribué à des études sectorielles ou des analyses collectives sur l'impact du PAIF ? Y a-t-il des publications ou des ressources particulières que vous recommanderiez que nous consultions?
4. Selon votre organisation, quels aspects de la PAIF ont le plus renforcé les résultats en matière d'égalité de genre?
5. Où voyez-vous des lacunes, des défis ou des leçons à tirer que le Canada devrait prendre en compte pour façonner l'avenir de sa politique d'aide internationale?
6. Disposez-vous d'études de cas, de données ou d'exemples pratiques illustrant l'impact de la PAIF (positif ou négatif)?